

**SOLIDARITE DES JEUNES FILLES POUR L'EDUCATION
ET L'INTEGRATION SOCIOPROFESSIONNELLE**

« SOJFEP ASBL »

ASSOCIATION SANS BUT LUCRATIF DOTE DE LA PERSONNALITE JURIDIQUE
PAR L'ARRETE MINISTERIEL N°148/CAB/M.E/MIN/J&GS/2019 DU 31 AOÛT 2019

Siège : Kaboke II, secteur de Tanganyika, territoire de Fizi, Sud-Kivu, RDC

Bureau administratif : Av. Conader, Q. Joseph, C. de la Lukuga, Kalemie, RDC

Téléphone : +243 81 578 2742

E-mail: sojfepfizi.rdc@gmail.com ; Web: <https://sojfepeg.org/>



RAPPORT D'ACTIVITES 2021



Décembre 2021

I. RESUME EXECUTIF

Créée depuis le 15 Octobre 2011, l'organisation Féministe Solidarité des Jeunes Filles pour L'Education et l'intégration socioprofessionnelle, SOJFEP ASBL, réalise, en ce mois d'octobre 2021, 10 ans d'existence.

C'est l'année 2015 qui marque un nouveau départ pour notre organisation des jeunes féministes, avec des projets de grande envergure et à Impact visible dans les deux Provinces dont le Tanganyika et le Sud-Kivu en République démocratique du Congo grâce à une subvention de démarrage du Fonds Mondial pour les Femmes ; des projets développés, dirigés et gérés en toute indépendance par, avec et pour les adolescentes, filles, et jeunes femmes de moins de 30 ans.

Au cours de l'année 2021, 6 grands projets ont été implémentés, y compris les projets débutés antérieurement :

- Programme stratégique du leadership des adolescentes, appuyé par le Fonds Mondial pour les Femmes ;*
- Le projet Ados Féministes, Stop violence et mariage d'enfants au Club et en ligne, appuyé par Le Fonds des Jeunes Féministes - FRIDA;*
- Le Projet d'appui aux mécanismes communautaires de Prévention et Réduction des mariages d'enfants et Unions précoces à Manono, réalisé grâce à l'appui de Girls First Fund ;*
- Pouvoir, Espace et Voix des Adolescentes autochtones de Lukwangulo pour l'accès aux services de Santé sexuelle et reproductive, appuyé par AmplifyChange;*
- Vie-Sauve aux Adolescentes autochtones pygmées victimes d'unions précoces et mariages forcés à Manono, appuyé par le Fonds Newlife de la Fondation Roi Beaudouin ;*
- Participation aux Processus Beijing+25 et Forums Génération Egalité, grâce à l'appui du Fonds Mondial pour les Femmes ;*

Par nos interventions avec l'appui de nos partenaires :

☐ *2016 Adolescentes et jeunes Filles ont été autonomisées sur leurs droits sexuels, l'auto défense et la résilience face aux violences, et pratiques nuisibles, y compris en contexte de crise comme la Covid-19, grâce à l'engagement de 124 Adolescentes féministes dans l'éducation de leurs paires ;*

☐ *95 Adolescentes féministes ont joué un rôle actif dans les campagnes de plaidoyer pour les Droits à la santé sexuelle et reproductive des adolescents et jeunes ;*

☐ *Ces campagnes de plaidoyer ont mobilisé et obtenu le soutien 144 décideurs politiques locaux et leaders communautaires.*

☐ *En outre, en réponse aux besoins des survivantes de violences basées sur le genre, 186 Adolescentes et jeunes Femmes survivantes des mariages forcés ont*

bénéficié des services de santé sexuelle et reproductive. 31 d'entre elles ont été récupérées et réintégrées en milieu scolaire, tandis-que 56 vivant en union ou retournées, ont réintégré la vie socioprofessionnelle grâce aux formations en métiers.

□ *Signalons que pour faire évoluer les normes sociales et de genre, 568 garçons et parents défenseurs ont rejoint une 24 clubs de parents défenseurs et garçons modèles engagés dans l'éducation de leurs pairs pour les droits de la jeune fille, l'égalité des sexes et la masculinité positive.*

Au total, dans une approche centrée sur les filles, 3244 adolescentes, filles et jeunes femmes, hommes et garçons ont été directement et positivement impactées par les programmes de SOJFEP cette année.

À ces engagements programmatiques s'ajoute notre engagement dans les mouvements féministes.

En effet, grâce à l'appui de fonds féministes, nous nous efforçons à imposer notre présence dans les espaces féministes globaux et régionaux et élever ainsi les voix des jeunes filles autochtones, tout en participant activement aux déclarations féministes et politiques globales et régionales.

Malgré les défis autour de l'ère numérique et de la pandémie de la Covid-19 dans notre pays, nous n'avons pas manqué aux grands rendez-vous féministes virtuels de notre génération, dont les Forums Génération Égalité de Mexico et de Paris où nous avons courageusement pris des engagements autour d'un Programme ambitieux 'Les DSSR C'est Ma Vie', sans oublier la Conférence régionale des jeunes féministes convoquée par le Fonds des Jeunes Féministes - FRIDA et la Conférence Internationale des Femmes Autochtones convoquée par le Forum International des Femmes Autochtones.

En outre, nous avons répondu et participé énergiquement aux Appels à l'action et Campagnes féministes mondiales dédiées aux droits de la femme et à l'égalité des sexes, notamment en marge de la Journée Internationale de la Fille, la Journée de l'Hygiène Menstruelle, la Campagne mondiale pour l'accès à l'avortement sécurisé et légal, pour ne citer que ça.

Cependant, nous sommes confrontées aux défis complexes et comptons encore sur les soutiens tant technique, financier que matériel répondant à nos valeurs féministes afin de pouvoir booster davantage vers notre rêve d'un monde où les filles et jeunes femmes autochtones ont réellement le Pouvoir de disposer de leur corps, le contrôler et en décider librement, d'élever leurs voix aux tables des décisions et d'accéder équitablement aux services, ressources et opportunités, tout en étant susceptibles de faire face à la violence, à la discrimination, aux pratiques nuisibles et aux effets néfastes du changement climatique.

II. QUI SOMMES-NOUS ?



MISSION

Engagées depuis le 15 octobre 2011, notre mission est de militer pour la reconnaissance et promotion de droits des filles et jeunes femmes autochtones/minorités ethniques dans une vision féministe globale d'égalité des sexes, d'autonomisation, participation politique de la femme et de justice écologique et climatique tenant compte du genre et des diversités identitaires et sexuelles.

OBJECTIFS

- ☐ Défendre et promouvoir le droit d'éducation et de formation pour l'autonomisation de la fille autochtone ;
- ☐ Promouvoir les droits et la santé sexuelle et reproductive tout en luttant contre les violences et les mariages précoces et forcés ;
- ☐ Encourager et soutenir la pleine participation civique, économique et politique de la fille et jeune femme autochtone pour l'intégration nationale et régionale des peuples autochtones
- ☐ Promouvoir l'art, la culture et l'accès des filles et jeunes femmes autochtones aux NTICs pour la paix, l'égalité de sexes, la justice sociale et les droits de la femme ;
- ☐ Militer pour la reconnaissance des droits, la participation active des hommes et femmes autochtones et la redevabilité dans les processus d'exploitation, gestion et contrôle de leurs territoires, terres et ressources naturelles tout en œuvrant pour l'atténuation et l'adaptation face au changement climatique.

VISION

Nous travaillons pour un monde où les filles et jeunes femmes autochtones ont le pouvoir, peuvent rehausser leur voix et accèdent équitablement aux ressources et opportunités, tout en étant à l'abri de la violence, de la discrimination, de pratiques nuisibles et effets néfastes du changement climatique en vue de l'égalité des sexes et du développement durable.

PHILOSOPHIE D'INTERVENTION

Tôt à 10 ans, tard à 24 ans, nous croyons dans le pouvoir catalyseur et transformateur de l'autonomisation et le leadership des adolescentes, propulseurs de notre militantisme. La formation et le renforcement des capacités des adolescentes permettent de nous doter du pouvoir ; l'accès égal à l'information, aux services et produits, ressources et opportunités nous permet de jouir pleinement de nos droits, décider et contrôler notre vie en vue de projeter notre futur. Nos rencontres aux

espaces sécurisés nous permettent de nous exercer à prendre parole, nous exprimer, partager nos expériences et à développer nos mécanismes d'auto-défense et de solidarité ; nous pouvons ainsi valablement participer aux espaces intégrateurs et stratégiques de prise de décisions politiques et communautaires. Tout cela n'est possible que quand nous sommes en mesure de disposer et contrôler notre corps, décider de notre présent et notre futur ; si nous pouvons faire face aux violences et pratiques nuisibles nous-mêmes. Vivant dans des communautés autochtones et conservatrices, nous avons ainsi pris notre destin en mains et conduisons nous-même notre initiative. Nous encourageons les politiques de gouvernance et de financement soutenant la diversité et l'inclusion en vue de promouvoir et l'égalité des genres et des chances pour tous.

APPROCHE D'INTERVENTION

Notre travail :

1. Cible les filles (nous pouvons également cibler d'autres groupes, mais au moins une partie du programme est exclusivement conçue pour les filles et les jeunes femmes.

2. Est Axé sur la promotion de prises de décision autonomes

Particulièrement pour les contextes où la prise de décisions indépendantes par les filles et les femmes n'est pas dans les normes, notre programme vise à développer les compétences des filles et des femmes et à changer les normes sociales dans les familles et les communautés.

3. Vise à transformer et faire évoluer favorablement les inégalités du genre à tous les niveaux, intégrant une approche intersectorielle

4. Est Basé sur les droits des filles et des jeunes femmes. Cela veut dire qu'il :

- Accorde de l'importance au droit des filles à l'accès à l'information et à des services de qualité en matière de santé, y compris une information sur la santé sexuelle et reproductive appropriée à leur âge.

- Vise à promouvoir l'accès des filles aux espaces communautaires

- Vise à sensibiliser sur les droits des filles ou à "Connaître ses droits"

- Encourage les filles à s'engager et à plaider pour leurs droits

- Met en place d'espaces sûrs adaptés aux filles

- Améliore la sécurité et la mobilité des femmes et des filles

5. Est Fondé sur la reconnaissance que la vie des filles est complexe, c'est-à-dire le programme prend en compte les caractéristiques uniques des filles et est fondé sur leurs besoins et particularités.

6. Veille à ce que la voix des filles soit entendue, c'est-à-dire qu'il :

- Encourage l'engagement des filles (et des autres bénéficiaires du programme, qui peuvent inclure des jeunes qui remettent en question leur identité de genre et des jeunes transgenres)

- Crée des espaces pour que les filles puissent s'exprimer en toute sécurité

7. Prend en compte les particularités de la communauté et implique les acteurs clés de la communauté, y compris les hommes et les garçons qui peuvent servir de partenaires pour l'égalité des sexes et pour remettre en question les formes de masculinité néfastes.
8. Tient compte des liens d'interdépendance de l'écologie sociale (c.-à-d. les obstacles au niveau de la famille, de la communauté et de la société), y compris les barrières structurelles et juridiques, les normes de genre néfastes et les attentes culturelles. Cela peut se faire à travers le programme lui-même ou en s'associant avec d'autres organisations.
9. Met l'accent sur la santé sexuelle et reproductive
10. Renforce les options et les ressources sociales ou économiques et sociales des filles.

STRATEGIES D'INTERVENTION

SOJFEP met en place les stratégies pour parvenir à bout de ses objectifs :

- Promotion de l'Education de base de qualité et intégrée pour tous, de la Formation socioprofessionnelle ainsi que des activités d'autonomisation socio-économique;
- Éducation par les pairs et Communication pour le changement de comportement;
- Partenariat pour l'accès universel sécurisé des filles et groupes marginalisés aux services complets et intégrés d'informations et des soins en Santé Sexuelle et Reproductive;
- Plaidoyer communautaire et politique pour le changement positif et progressiste des normes sociales rétrogrades, des lois et politiques discriminatoires et restrictives ;
- Le réseautage féministe et la Mise en place des réseaux communautaires de soutien et Espaces sécurisés de parole et services pour les filles ; Participation aux réseautages féministes
- Promotion d'activités d'échanges culturels et artistiques et de l'accès sécurisé des jeunes filles autochtones aux NTICs et espaces numériques féministes
- Monitoring et Plaidoyer ; développement des stratégies atténuantes et adaptatives face au changement climatique.

III. GRANDS PROJETS MIS EN ŒUVRE AVEC L'APPUI DE PARTENAIRES EN 2021 :

- Programme Ados féministes, Stop violence et mariage d'enfants au club et en ligne', programme novateur appuyé par le Fonds des Jeunes Féministes – FRIDA ;
- Programme d'Appui aux mécanismes communautaires de prévention et réduction des mariages d'enfants et unions précoces à Manono', appuyé par Capital for Good USA à travers Girls First Fund ;
- Programme stratégique du Leadership des adolescentes, appuyé par le Fonds Mondial pour les Femmes ;
- Pouvoir, Espace et Voix des adolescentes autochtones de Lukwangulo pour l'accès aux services SSR', appuyé par Mannion Daniels LTD – AmplifyChange ;
- Vie-sauve aux adolescentes autochtones pygmées victimes de mariage précoce et forcé à Manono : avec l'appui du Fonds NewLife de la Fondation Roi Baoudouin ;
- Participation aux Processus Beijing+25 et Forums Génération Égalité, avec l'appui du Fonds Mondial pour les Femmes.

IV. GRANDES REALISATIONS-CLES

IV.1. PROGRAMME ADOS FEMINISTES, STOP VIOLENCE ET MARIAGE D'ENFANTS AU CLUB ET EN LIGNE:

Les Ados féministes engagées pour des communautés scolaires sans violence et mariage forcé des adolescentes.



Grace à ce programme :

25 adolescentes sont engagées dans la conduite d'échanges de discussions et séances d'éducation de leurs paires aux clubs et dans les groupes fermés de discussions sur Whatsapp et Facebook, ainsi que dans communication pour le changement de comportement et social et l'animation des réunions de plaidoyer avec les autorités scolaires.



286 adolescentes ont pris part active aux échanges et discussions aux clubs et en ligne et se sont engagées à dénoncer et s'auto-défendre grâce à leur accès aux espaces communautaires et virtuels sécurisés et autogérés, 'les Clubs ados stop violence' pour s'informer, partager leurs vécus quotidiens, apprendre des autres, se soutenir mutuellement et en envisager dans la solidarité des solutions à leurs problèmes et besoins spécifiques.



Les membres des communautés scolaires ont participé à la révision et adoption du code de conduite contre les violences sexuelles et basées sur le genre en y incorporant d'autres formes de violences qu'ils avaient eux-mêmes identifiées, y compris les mariages forcés des adolescentes.

40 enseignants et autorités scolaires de 10 écoles bénéficiaires du programme se sont engagées dans le suivi de la déperdition scolaire des élèves grâce aux informations fournies par les ados féministes, qu'avant ces autorités attribuaient la déperdition scolaire au seul manque de moyens financiers des parents pour la scolarisation de leurs enfants tandis qu'elles se sont rendues compte que plus de filles quittaient l'école pour cause de grossesse non désirée ou mariage précoce ou forcé.

Les filles gagnent la confiance de leurs parents tout en accédant aux nouvelles technologies d'information et de communication sans être mal jugées pour leur formation et autonomisation :

« Avant je ne voyais que du mal quand je voyais une adolescente avec un téléphone; pour moi, je considérais une fille qui a un téléphone comme échappant déjà aux bonnes mœurs. J'ai été un jour surpris par ma fille qui a insisté que je lui achète un téléphone quand elle m'a fait lire ceci dans son téléphone "Quand tu t'adonnes aux relations sexuelles avec ton copain pendant que tu es encore enfant, tu ne seras pas en mesure d'accepter qu'elle te viole à chaque relation sexuelle et tu auras tendance à le protéger en cas de poursuite judiciaire pour grossesse forcée. Comprends bien tu ne seras pas en mesure de dire Non au viol pendant que toi-même tu acceptes d'être violée. Dire Non et Renoncer à l'acte sexuel d'enfants, c'est dire Non au Viol". Je lui ai demandé, qui t'a envoyé ce message; elle m'a répondu que ça venait de vous (agent encadreuse des ados féministes). Depuis ce jour j'ai commencé à lui demander souvent son téléphone et je n'y ai pas vu de vidéos pornographiques, je suis satisfait. J'ai finalement compris que nous pouvons bien utiliser le téléphone pour le bien. Courage pour ce que vous faites pour nos enfants ». Récit du parent d'une adolescente activiste.

- Les filles sortent du silence et dénoncent la violence :

« Avant je ne pouvais pas dénoncer un enseignant qui me harcèle parce que je croyais qu'il pouvait me faire échouer. Aujourd'hui je me suis rendue compte que je suis plutôt en sécurité quand je dénonce la violence car tout le monde en est au courant à l'école et je suis protégée, et c'est l'enseignant qui se sent alors en insécurité ». AHISHA

IV.2. PROJET D'APPUI AUX MECANISMES COMMUNAUTAIRES DE PREVENTION ET REPONSE AUX MARIAGES D'ENFANTS ET UNIONS PRECOCES A MANONO



But poursuivi :

Les communautés bénéficiaires de notre programme rejettent de plus en plus les mariages des enfants et unions précoces et comprennent qu'il s'agit d'une violation de droit de l'enfant, pratique néfaste à la santé et défi majeur au développement intégral des enfants, de leurs familles et communautés :

Les Activités, objectifs et réalisations-clés :

1. Causeries éducatives et d'échanges d'expériences entre adolescentes à risques aux clubs en matière de sexualité et de procreation:

Cette activité a pour objectif d'améliorer la connaissance et la prise de conscience individuelle sur les DSSR et les mariages d'enfants en tant que pratique nuisible et encourager la solidarité entre survivantes et adolescentes en risque.

12 clubs d'ados féministes paires éducatrices actifs (dont 5 à l'école : Inst. Tukankamane, Luhweka II, Nsulo, Kasongo, MPIANA Mwanga) et 7 dans la communauté : Q. LUKUSHI BLOC 9 et 10, Q. KAHULU MINONO BLOC 4, Q. SUYA BLOC 7, Q. LUVUA BLOC 6, 7 et 9)) ont réuni régulièrement environ 324 adolescentes lors des 72 causeries éducatives mensuelles entre paires animées par les paires éducatrices.

Notez que cette activité a été renforcée par la stratégie porte-à-porte en cas d'absence importante de filles aux rendez-vous.

2. Accueil, Ecoute, Counseling et Prise en charge des adolescentes en situation d'extrême vulnérabilité et victimes (Soutien psychosocial et juridique,

Hébergement temporaire, Médiation familiale, Formation et Réinsertion socioprofessionnelle des apprenantes) et Orientation à la prise en charge médicale.

57 nouveaux cas de survivantes de mariages forcés et unions précoces ont été reçues dans nos deux centres de soutien de Manono et Kamala et bénéficié du soutien psychologique et sanitaire; 44 d'entre elles qui ont opté pour l'apprentissage d'un métier ont été formées en métiers professionnels (savonnerie, pâtisserie, coupe-couture) et réintégrées en groupes de microentreprises, tandis que 13 ont réintégré l'école grâce à la sensibilisation touchant leurs parents et les membres de la communauté scolaire. Parmi les survivantes de MEUP victimes de grossesse non désirée, 12 ont bénéficié de soins d'avortement médicamenteux et 21 référées aux structures de santé pour d'autres besoins de soins de santé.

Notez que nous avons réussi à récupérer 5 survivantes en union forcée désirant rentrer, grâce à nos activités de sensibilisation.

En outre, 156 adolescentes en risque ont été aussi reçues dans nos centres de soutien, écouté et bénéficié du soutien nécessaire (psychologique, conseil SSR) et/ou référées.



3. Entretiens individuels/Visites de soutien à l'intention des adolescentes en situation d'extrême vulnérabilité parmi les filles à risques et les victimes retournées et/ou réintégrées en familles sur les DSR, la gestion du problème SSR concerné, la gestion du cycle menstruel et l'usage des méthodes modernes de contraception

Cette activité a pour objectif de suivre et accompagner les survivantes bénéficiaires de différents services du programme dans l'exercice de leurs droits et leurs activités socioéconomiques.

124 survivantes en situation de vulnérabilité ont bénéficié de visites mensuelles régulières de soutien par les Conseillères.

4. Débats éducatifs entre garçons, animés par les garçons modèles sur la Sexualité, les normes de genre et les mariages d'enfants et unions précoces et forcés :

Cette activité a pour objectif d'améliorer la compréhension positive des DSSR et de MEUP en tant que pratique nuisible parmi les garçons et parents afin de les engager dans les mécanismes communautaires de prévention et de réponse. 7 clubs de garçons modèles actifs (dont deux dans les écoles : Inst. TUKANKAMANE et Inst. ITPA, et cinq dans la communauté : Q. LUKSHI BLOC 6, Q. LUVUA BLOC 1, 5 et 11, Q. SUYA BLOC 4) ont réuni régulièrement environ 96 garçons aux débats éducatifs mensuels sur les MEUP, les DSSR et les normes sociales.

5. Agoras des parents/tuteurs légaux et membres influents des familles des filles vulnérables et retournées, tels qu'animés par les parents défenseurs :

A l'instar de garçons modèles, les parents défenseurs réunissent leurs pairs mensuellement en vue d'encourager l'éducation sexuelle compréhensive en famille et partager leurs expériences et faire évoluer les normes sociales négatives en faveur des DSSR, de droits des filles et de l'égalité des sexes. 76 parents ont pris part active régulièrement aux réunions mensuelles organisés par les clubs de parents défenseurs dans les Q. KAHULU MINONO BLOC 6 et 7, Q. LUKUSHI BLOC 9 et Q. SUYA BLOC 3.

6. Dialogues communautaires sur la sexualité, les normes de genre et es mariages des enfants et unions précoces :

Les paires éducatrices ados féministes, les garçons modèles et parents défenseurs continuent à animer les dialogues aux cotés de SOJFEP dans l'objectif de faire évoluer les normes sociales. Chaque mois, environ 78 membres de communautés participent régulièrement aux dialogues communautaires organisés par SOJFEP dans 5 quartiers de la cité de Manono (Q. LUKUSHI BLOC 9 et 6, Q. SUYA BLOC 3 et 4, Q. KAHULU MINONO BLOC 5) et le village de Kamala en collaboration avec les acteurs impliqués ci-haut cités.

Changements observés dans la communauté :

- Les adolescentes en risque et survivantes touchées par le programme parlent de plus en plus de leurs DSR, de la sexualité responsable ; les plus sexuellement actives et les survivantes retournées multiplient des contacts avec nos agents pour les demandes d'informations, conseils et produits de contraception et d'avortement sécurisé : le tabou est brisé et les demandes des services sont exprimées aux personnes compétentes et de confiance pour des services sécurisés ;
- Les adolescentes retournées surmontent rapidement les barrières à la réintégration scolaire dont la stigmatisation quand elles se voient soutenues par leurs parents ou proches : quand leurs parents les acceptent, elles se voient de plus en plus acceptées par la communauté ;
- Les adolescentes retournées sans espoir reconstruisent petit-à-petit leur vie tout en étant susceptibles de faire face au cycle perpétuel de grossesses non désirées, de violences et exploitations grâce aux compétences et ressources acquises en participant au programme ;
- Les adolescentes peuvent prendre part aux réunions des clubs après l'école, peuvent fréquenter les centres de soutien : les filles se sentent de plus en plus soutenues par leurs parents et communautés dans l'exercice de leurs droits grâce aux activités de changement social et de comportement soutenues par les garçons modèles et les parents défenseurs.
- La communauté parle de plus en plus du mariage des enfants et unions précoces en tant que violation de droit de l'enfant, pratique néfaste et défi majeur au développement : les filles elles-mêmes en parlent, les garçons, les parents et les leaders communautaires aussi.

Nos Approches transformatrices pour l'égalité de genre

Les normes sociales que nous abordons dans notre lutte :

- La pré-dot et dot des enfants (les fiançailles des enfants)
- La fille doit s'auto-déflorer pour que l'homme qui le connaîtra pour la première fois ne puisse pas utiliser pour fétiches son premier sang
- Un parent ne peut pas parler avec ses enfants sur la sexualité, peut-être les grands-parents avec leurs petits-fils
- Les enfants ne doivent pas parler de la sexualité, ça revient aux adultes : c'est une dépravation des mœurs
- On ne refuse pas son premier prétendant, on n'en trouvera pas
- Un garçon doit avoir sa copine, ça prouve sa virilité
- Une fille doit prouver sa fertilité par la conception et la procréation (chez les Twa)
- Une fille est faite pour le foyer et pour une famille d'autrui, seuls les garçons devraient aller à l'école car ils seront au service de la famille
- Une fille doit se marier tôt pour avoir plusieurs enfants nécessaires pour une grande famille

- Si vous aimez notre fille, vous devez laisser quelque chose de preuve de votre engagement et nous allons la garder pour vous ; si vous voulez, venez construire votre maison ici et vivez dedans avec votre amie (chez les Twa, ceci se fait pour l'homme qui se présente avec intention d'épouser une fille de n'importe quel âge)
- Ce n'est pas normal qu'une fille évolue sans copain
- Ne peut planifier les naissances que celle qui a déjà fondé sa famille, ceci ne revient pas aux célibataires- Pas d'épines à la maternité, il faut y rentrer tôt
- Une fille ne doit pas concevoir et évoluer avec sa grossesse sous le toit parental, la grossesse doit bénéficier de la chaleur de son partenaire
- Une fille mariée ne peut pas retourner chez eux tant que son mari l'aime, malgré le degré de violences ; elle ne peut pas se remarier sans que son premier accorde que l'on lui rembourse sa dot ou prèdit ; - Une femme mariée ou en union ne doit pas refuser à son partenaire de faire l'amour dans aucune circonstance
- Une fille retournée ne doit pas poursuivre l'école car elle risque de donner un mauvais exemple à ses petites sœurs.

Nous avons décidé de confronter ces normes sociales et de genre préjudiciables par une stratégie d'autonomisation des filles en matière de sexualité et ses droits et d'autonomisation économique des survivantes dans le souci de développer leurs capacités à opérer des choix éclairés, responsables et sans jugements tout en étant susceptibles de saisir des opportunités socioéducatives et professionnelles en situation de vulnérabilité.

Stratégies mises en place :

1. Au niveau individuel

- Formation des paires éducatrices à la sexualité et ses droits
- Activités d'éducation sexuelle compréhensive (causeries éducatives aux clubs des ados ; visites de soutien individualisées) sur les DSSR ;
- Mise en place des centres de conseils et de soins SSRAJ (accueil, écoute, counseling, prise en charge médicopsychosociale)
- Activités éducatives permanentes en SSR (Planning familial, VIH/IST, Avortement sécurisé et légal, Gestion du cycle et de l'hygiène menstruelle,...) des filles retournées aux centres de formation et dans la communauté.

Au niveau communautaire :

- Formation des pairs éducateurs et mise en place des clubs des parents défenseurs des DSSR des ados et jeunes
- Agoras (débats) des parents sur l'éducation sexuelle compréhensive, les normes de genre et les mariages des enfants et unions précoces
- Dialogues communautaires sur la sexualité des adolescents, les normes de genre et les mariages des enfants et unions précoces

- Formation des pairs éducateurs et mise en place des clubs des garçons modèles de l'égalité
- Débats éducatifs entre garçons sur la SSRAJ, les normes de genre et les mariages des enfants et unions précoces
- Sensibilisation des filles retournées, parents et membres de la communauté scolaire à la réintégration scolaire et lutte contre la stigmatisation en lien avec les mariages des enfants et unions précoces.

Au niveau structurel et institutionnel :

- A l'occasion de la Journée Internationale de la fille, nous avons lancé un plaidoyer auprès des chefs d'établissements scolaires pour permettre aux filles enceintes de poursuivre leurs études dans la mesure de leurs capacités.

La participation des bénéficiaires à notre programme :

Des consultations ont été réalisées auprès des adolescentes et membres des communautés bénéficiaires déjà impliqués dans nos programmes par nos équipes en vue d'identifier les besoins réels des adolescentes pour faire face aux mariages d'enfants et unions précoces, leurs points de vue en rapport avec les solutions et stratégies envisagées ; ceci avait permis de revisiter nos stratégies et approches d'intervention de notre programme. Les adolescentes responsables des clubs d'Ados féministes sont membres du Comité consultatif des adolescentes qui assure la participation des adolescentes à nos processus des prises de décision dès la conception, tout au long de la mise en œuvre du programme, y compris dans le suivi-évaluation-rapportage comme des personnes-ressources lors des visites de suivi et monitoring, y compris celles effectuées par Girls First Fund, ainsi qu'en les conviant à nos réunions de revue et de rapportage périodique.

Les adolescentes leaders membres de ce comité ont participé en outre à l'identification des garçons modèles et parents défenseurs à impliquer dans le processus de communication pour le changement social et de comportement. Elles émettent comme d'habitude leurs avis et appréciations du travail des personnels et des volontaires qui sont en contact direct avec les adolescentes et font des signalements à travers un mécanisme ouvert et transparent de notre Politique de protection de l'enfant et de l'adulte vulnérable. Les leaders communautaires, y compris les anciens membres des comités des sages des villages, les chefs des villages et d'avenues, les chefs coutumiers et chefs religieux à la base, les responsables d'écoles, les prestataires des services de santé maternelle et reproductive, ont été par ailleurs aussi consultés

Histoire de succès :

Histoire d'une fille âgée de 15 ans que nous encadrons.

Rendue enceinte et le garçon a pris fuite. Envoyée à sa belle-famille par ses parents. Nous l'avons accompagnée durant la grossesse... ; après l'accouchement elle a quitté la vie conjugale et s'est engagée dans les activités de club avec ses amies. En plus, grâce à nos conseils elle a repris ses études et est devenue point focal d'alerte VBG et mariage d'enfants.

Obstacles liés à la Covid-19 et stratégies de mitigation :

Les 7 cas notifiés à 35Km de Manono au mois d'avril avaient créé la panique et la psychose alors que depuis le début de l'épidémie la province ne comptait que 7 cas) : nous avons renforcé les mesures barrières à nos bureaux, centres de soutien, et à la rencontre de nos bénéficiaires.

Dans l'ensemble, nous avons adapté nos stratégies d'intervention suivant les mesures édictées par les autorités, de la manière suivante :

- Restriction du nombre des participantes aux réunions : nous avons limité le nombre à moins de 20;
- Le port du masque obligatoire : nous avons payé chaque fois les cache-nez aux participant-e-s aux réunions. Nous avons en outre disponibilisé le dispositif de sécurité face à la Covid-19 dans nos centres de soutien.
- Retard, absence, refus par les parents des adolescentes aux activités des clubs et réduction de fréquentation des centres de soutien suite à la surcharge de travaux ménages et participation des filles aux activités champêtres et génératrices de revenus durant la pandémie : élargissement des entretiens individualisés à toutes les filles (recours à la sensibilisation porte-à-porte) et intégration de l'impact genre de la Covid-19 dans nos communications (réunions avec les parents, dialogues communautaires, activités avec les filles).

Autres Obstacles :

- La grève des infirmiers et la faible accessibilité aux services SSR dans les structures appuyées par l'Etat et ses partenaires : nous avons offert les kits d'urgence à notre Centre et plaidé auprès de partenaires santé d'intégrer les services SSR dans leur service minimum.
- La grève des enseignants et la restriction d'accès à l'éducation avec effet sur la recrudescence de mariages d'enfants : nous avons intégré la question dans les dialogues communautaires et appelé à la vigilance des parents. Nous avons de notre côté renforcé nos activités d'encadrement au bénéfice de filles à risque.
- Recrudescence de cas de MEUP et autres VBG, abus et exploitations d'enfants, précurseurs de MEUP suite aux effets de la pandémie, la perturbation de la rentrée scolaire et la restriction d'accès aux services de prévention pour les ados et jeunes femmes, ainsi que la montée de besoins

dans les villages environnants, observée dans nos centres et lors des missions d'évaluation conjointe d'OCHA : nous apportons la réponse dans la limite de nos capacités tout en invitant d'autres acteurs à agir. Nous continuons à mobiliser d'autres ressources afin de renforcer notre programme.

IV.3. POUVOIR, ESPACE ET VOIX DES ADOLESCENTES AUTOCHTONES DE LUKWANGULO POUR L'ACCES AUX SERVICES DE SANTE SEXUELLE ET REPRODUCTIVE



Succès obtenus :

- ✓ 88% des 25 leaders communautaires mobilisés ont rendu compte de leur engagement pour la défense des DSSR en faveur des jeunes filles et ados autochtones pygmées ;

- ✓ 76% de 25 nouveaux acteurs impliqués ont témoigné de leur engagement dans la campagne de plaidoyer pour les droits et la SSRAJ et leur soutien aux activités des adolescentes féministes engagées dans l'éducation de leurs paires et la campagne de plaidoyer ;
- ✓ 75% des adolescentes interrogées à la fin du programme ont signalé une évolution dans la prise de conscience quant à leurs DSSR en tant que Droit de l'homme, Mariages précoces et forcés en tant que pratique néfaste et Privation d'accès à la contraception et avortement sécurisé en tant que Violation de droit de l'homme ;
- ✓ 25 Adolescentes étaient activement engagées dans l'éducation sexuelle auprès de leurs paires tout en conduisant la campagne de plaidoyer pour l'intégration et l'allocation budgétaire aux services SSRAJ, avec l'accompagnement des organisations des jeunes/travaillant pour les jeunes, les leaders communautaires, les nouveaux alliés aux DSSR et les parties prenantes étatiques ;
- ✓ Après avoir conduit un Colloque de plaidoyer provincial pour la budgétisation et l'intégration sensibles au genre des interventions de sante de la reproduction spécifiques et adaptées aux besoin des adolescentes autochtones dans les structures de santé tenu à l'intention des décideurs politiques et partenaires techniques et financiers sous le leadership des ados féministes, 10 représentants de la coalition, y compris les ados (7 ados) ont pris part active aux processus de planification et redynamisation des activités des secteurs du Genre et de la Santé (Division provinciale du Genre, Famille et Enfant ; Comité Technique Multisectoriel Permanent Provincial pour la Planification Familiale, CTMPP-PF, Tanganyika).



Leçons apprises :

- Le pouvoir des données probantes dans le plaidoyer : Le Rapport sur la Population mondiale de UNFPA nous a beaucoup soutenu dans notre campagne de plaidoyer. Les données étaient largement contestées, mais grâce à ce Rapport, le pari était gagné.
- Le pouvoir des alliés : la mobilisation et l'implication des différents alliés dans la coalition de plaidoyer a permis de renforcer la crédibilité des acteurs du plaidoyer
- La responsabilisation des jeunes a rassuré davantage les décideurs et permis de renforcer le leadership des ados dans les mouvements de plaidoyer féministes pour les DSSR
- Les DSSR impliquent des dimensions multisectorielles, Ne laisser personne de côté dans le plaidoyer pour les droits et SSRAJ : en fin, les nouveaux acteurs se sont rendus compte qu'ils sont aussi concernés pour que les jeunes jouissent de leurs DSR et accèdent de aux services et produits.
- Travailler avec les organisations des jeunes a permis de puiser des anciennes expériences pour mieux entreprendre et mettre en œuvre la campagne de plaidoyer.
- Les jeunes, une ressource formidable pour la réussite de la campagne de plaidoyer pour les droits et SSRAJ, leurs contributions étaient énormes que certains acteurs ne s'y attendaient pas
- Le rôle mobilisateur des médias impliqués : la couverture et le reportage médiatique des activités de plaidoyer a permis de mobiliser davantage le soutien public à la campagne de plaidoyer et susciter la prise de conscience des décideurs.



Effets positifs inattendus :

La campagne de plaidoyer a permis de susciter l'attention des pouvoirs publics sur des programmes et budgets sensibles au genre en vue de faire face aux problèmes globaux des femmes largement liés aux inégalités. Les interventions pour l'égalité des genres sont comprises par la plupart de manière limitée à la parité hommes-femmes et au soutien du ministère du genre. Les décideurs politiques ont compris que l'égalité des genres passe aussi par l'accès des femmes et filles aux DSSR et l'élimination des pratiques néfastes. De ce projet est né notre Campagne Budget sensible au genre pour l'égalité des sexes que nous avons lancée en mars dernier avec d'abord nos fonds propres.



Quelques défis :

- Quelques défis dans ce travail en réseau : le temps pour l'obtention du consensus ; la gestion des antécédents négatifs entre certains acteurs ; la tendance d'absorption de la campagne de plaidoyer par les parties prenantes étatiques alors que l'un des objectifs poursuivis est aussi de promouvoir le leadership des jeunes féministes dans les processus de plaidoyer. Nous avons puisé des expériences des autres et des orientations techniques (en observant notamment quelques clés de réussite du plaidoyer : représentativité, légitimité, participation, représentation) pour réussir un plaidoyer en vue de relever ces défis.
- Les effets de la Covid-19 : recours aux stratégies d'adaptation et d'atténuation des risques et des conseils des experts de l'OMS (report des certaines activités, observation des mesures-barrières, stratégie de proximité lors de fermeture d'écoles, ...)
- Les effets des inondations de notre quartier (Dav) habitant notre bureau. Cette situation avait retardé les activités de plaidoyer.

IV.4. PROGRAMME STRATEGIQUE DU LEADERSHIP DES ADOLESCENTES



Succès majeurs :

- Le leadership des adolescentes dans les activités de plaidoyer féministe local : les adolescentes accompagnées par le programme conduisent des campagnes de plaidoyer politique local ;
- Le leadership des adolescentes dans les mouvements féministes locaux : les adolescentes accompagnées par le programme sont engagées activement dans les forums féministes locaux, tout en se constituant en leurs propres mouvements ;

- Le leadership des adolescentes dans l'éducation sexuelle de leurs paires : des adolescentes engagées dans l'éducation de leurs paires.

- 24 adolescentes leaders ont été formées en paquet de Droits et Santé sexuelle et reproductive des adolescentes et jeunes (DSSRAJ), Education par les paires et en Techniques de communication interpersonnelle ;
- 272 adolescentes avaient pris part active aux 12 sessions d'éducation sexuelle complète animées par leurs paires formées ;
- Les adolescentes féministes avaient tenu 6 réunions de sensibilisation à l'intention des 109 leaders communautaires, dont leurs parents au sujet des normes de genre, la sexualité et les mariages d'enfants et unions précoces ;
- 16 Adolescentes féministes ont activement co-conduit, en tant que speaker, modératrice et animatrice, la campagne de plaidoyer pour l'intégration et l'allocation budgétaire aux services SSRAJ, avec l'accompagnement des organisations des jeunes/travaillant pour les jeunes, les leaders communautaires, les nouveaux alliés aux DSSR et les parties prenantes étatiques ;
- 16 adolescentes féministes ont pris part active aux processus de planification et redynamisation des activités des secteurs du Genre et de la Santé (Division provinciale du Genre, Famille et Enfant et du Comité Technique Multisectoriel Permanent Provincial pour la Planification Familiale, CTMPP-PF/Tanganyika, entre autres :
 - Aux processus d'évaluation de la situation de la femme dans la province du Tanganyika en marge de la Journée internationale pour les droits des femmes 2021,
 - Aux travaux d'évaluation et élaboration du document de plaidoyer pour des interventions urgentes au regard de la prévalence des décès maternels, de mariages précoces et du taux de fécondité précoce dont la province vient en tête au pays,
 - Aux séances de planification des activités du Groupe thématique Ados et Jeunes du CTMPP-PF/Tanganyika
 - 25 adolescentes féministes s'étaient réunies le 28 mai 2021 en marge de la Journée de l'Hygiène Menstruelle pour faire l'état des lieux de l'éducation à l'hygiène menstruelle et de la précarité mensuelle; la journée a été reportée par les médias de la place dont NDENGA NEWS et TANGANYIKA NEWS.
- 60 adolescentes féministes de Kalemie, Manono et Bukavu avaient conduit la Campagne de 16 Jours d'activisme contre les violences faites à la femme et à la jeune fille 2021 à Kalemie ayant touché 1420 bénéficiaires à travers les activités de sensibilisation et de plaidoyer.



Quelques défis :

- Incapacité de couvrir les nouveaux besoins dus aux mouvements des populations (accueil de nouveaux déplacés dans notre zone d'intervention fuyant notamment la nouvelle vague de conflits intercommunautaires opposant les majorités bantoues et les minorités autochtones pygmées Twa du Tanganyika, et l'éruption du volcan Nyiragongo au Nord-Kivu) ;
- Covid-19 (le Sud-Kivu reste la 5e province la plus touchée à l'heure au pays, et durant cette période de rapportage le Tanganyika s'est placé à la 16e province sur les 23 provinces jusque-là touchées par la pandémie. La montée de cas du Tanganyika a été particulièrement observée dans notre territoire d'intervention de Manono regorgeant une importante partie de populations autochtones pygmées Twa, ce qui a créé une panique au sein de nos communautés ;

- Restriction d'accès aux espaces stratégiques à cause de la pandémie de Covid-19 ;
- Faible mobilisation des ressources locales à cause de la pandémie de Covid-19

Histoire de succès

- *Je suis heureuse de me voir activiste alors que je suis encore au début de la jeunesse, je me demandais si un jour je pouvais me tenir devant les personnes adultes comme je le voyais avec les femmes lors du de la fête du 8 mars. Je vous remercie de toujours m'impliquer dans ces genres d'activités, ça nous permet d'informer les autorités de problèmes des filles dans notre province. Je ne suis plus enfant reporter, je suis maintenant jeune fille reporter, avant on nous invitait de participer aux réunions avec les autorités, mais là c'est nous même qui planifions ce que nous devons faire, quand et qui impliquer pour nous soutenir. Je suis fière de me voir porte-parole des filles. Joséphine FATUMA.*
- *Papa envisageait déjà me marier à un homme à mon insu et contre ma volonté. Je l'entendais seulement dans la famille, mais il ne me l'avait pas encore dit directement. Un jour il m'a appelé et m'annoncer que je dois me marier. J'avais souri et rigolé, il a levé le ton en voyant cela. Je lui avais gentiment répondu : 'Papa, voulez-vous me marier ou me vendre ? parce que c'est une marchandise seulement qui ne peut pas participer aux discussions de sa vente! Je ne veux pas me marier maintenant ! Papa avait retorqué "et je ne voudrai pas te voir partir à vos activités de club là !". C'est alors que j'ai compris le pouvoir et la force de ma participation aux activités de club... Papa ne m'en avait plus parlé jusqu'à maintenant... Annie.*
- *Je m'appelle Cécile, Paire éducatrice formée par SOJFEP. Après la formation, je me suis engagées dans l'encadrement de mes amies à travers nos activités de clubs. Aussi, je soutiens les clubs de parents défenseurs et garçons modèles dans leurs activités de sensibilisation communautaire où j'y participe pour plaider sur les droits des filles. Avec mes collègues, nous rencontrons les autorités lors des réunions de plaidoyer et leur transmettons ce que les filles veulent. A travers votre micro, de temps en temps j'en profite pour interpeller ma communauté au changement que nous voulons d'elle.*



IV.5. VIE-SAUVÉ AUX ADOLESCENTES AUTOCHTONES PYGMEES VICTIMES DE MARIAGE PRECOCE ET FORCE A MANONO :



Résultats atteints

30 adolescentes survivantes mariage forcé ont développé des compétences quant à leurs droits sexuels et reproductifs et se sont soutenues mutuellement dans les prises de décisions grâce au partage d'expériences en matière de sexualité et de procréation au centre ;

Grace au counseling éclairé, elles ont opéré des choix informés et éclairés quant à l'annulation de leur union et des possibilités de réintégration familiale et scolaire ; elles sont été récupérées au bout d'un long processus de médiation familiale et communautaire et réintégrées dans leurs familles ; 18 d'entre elles en âge scolarisable ont réintégré l'école avec l'appui du projet et 12 autres en âge non scolarisable ont réintégré la vie professionnelle grâce à la formation en entrepreneuriat et petits métiers professionnels et un appui matériel et technique à leurs activités de production et de commercialisation et/ou offre des services.

Impact sur la vie des filles

Les survivantes des mariages forcés issues de groupes marginalisés (peuples autochtones pygmées) en age scolarisable soutenues par le Fonds ont réintégré l'école et pourront achever leur année scolaire;

Les survivantes des mariages forcés issues de groupes marginalisés (peuples autochtones pygmées) en âge non scolarisable ont réintégré la vie socioprofessionnelle et d'entreprises en tant que nouvelles jeunes filles entrepreneures;

En outre, les survivantes des mariages forcés issues de groupes marginalisés (peuples autochtones pygmées) bénéficiaires de notre programme sont maintenant capables de décider et choisir si, quand, avec qui, combien et à quel espacement faire des enfants grâce aux activités de communication transversale pour les droits et la santé sexuelle et reproductive des filles et jeunes femmes.

Histoire de succès

“ Ces filles avaient déjà perdu tout espoir après leur mariage forcé et union précoce ; elles avaient déjà tout raté. Aujourd’hui grâce à votre aide, les parents avaient compris qu’il ne fallait pas leur mariage si tôt et par force; voilà pourquoi vous avez eu ce nombre, bien qu’il ya encore d’autres qui restent dans leurs souffrances. Certaines ont été souples, elles ont rejeté la honte, et grâce à votre aide elles ont repris le chemin de l’école. D’autres n’ont pas tout perdu, elles vont se débrouiller avec les métiers qu’elles viennent d’apprendre, elles ne vont plus rester à la maison sans rien faire, vous les avez aidés à créer leurs emplois...” NGOY, Leader des Jeunes.

Défis et stratégies de mitigation :

- Le retard d’arrivée aux activités de formation professionnelle du aux charges domestiques : nous passons dans les familles pour sensibiliser leurs proches à les soutenir dans leur formation en prenant une partie de leurs responsabilités domestiques durant la formation ;
- L’afflux des nouvelles survivantes des mariages forcés et unions précoces.

Participation aux Processus Beijing+25 et Forums Génération Égalité

IV.6. PARTICIPATION AUX PROCESSUS BEIJING+25 ET FORUMS GENERATION EGALITE



Réalisations-clés :



- Nous avons tenu une grande Réunion de mobilisation et engagement des 20 leaders des organisations féministes la société civile et des jeunes en faveur du Forum Génération Egalité
- Nous avons participé et fait participer au Forum Génération de Paris 20 leaders des organisations féministes la société civile et des jeunes à travers la mise à la disposition d'une salle numérisée, la restauration et le rafraichissement des participantes et les allocations de transport
- Nous avons participé et facilité la participation virtuelle des leaders des organisations féministes la société civile et des jeunes aux processus Beijing et campagnes en lien avec le Forum Génération Egalité (Nos Voix Comptent, Campagne Je m'engage Afrique francophone+Haïti, Groupe de travail de la société civile, Forum International des Femmes Autochtones, Coalition Beijing+25 RDC, ...)

Accessibilité et Inclusion des jeunes féministes

Le processus Beijing+25 et le Forum Génération Egalité a fait face aux effets de la pandémie de Covid-19 qui l'ont contraint à être virtuels en grande partie. Nous avons eu la chance de pouvoir participer aux activités virtuelles en lien avec les processus Beijing+25 et le Forum Génération Egalité grâce à la subvention du Fonds Mondial pour les Femmes.

Toutefois, étant francophones, et vu les temps impartis, il ne nous a pas été facile de pouvoir participer activement à certains travaux tenus en anglais en dépit de service d'interprétation qui parfois n'était pas fidèle, avec parfois d'interruptions instantanées. Il arrivait que l'on réagissait dans le chat, mais nous ne recevions pas de feedback. Le fait de participer aux travaux de campagnes francophones (Je m'engage, Nos Voix Comptent) a permis de pouvoir élever nos voix et ainsi répondre à ce souci d'être entendues. Aussi, nous avons été soulagées d'être rassurées par les organisatrices de travaux/sessions qui promettaient de prendre en compte tous les commentaires dans le chat.

D'autre part, ces processus et forums virtuels ont permis de pouvoir faire participer plus de membres (jeunes féministes) et alliés de notre organisation qui ne pouvaient pas de rendre part en présentiel lieux de rendez-vous-même, car la subvention ne pouvait pas assurer la participation de tout le monde, non plus les organisatrices ne pouvaient pas accorder l'accès à tout le monde.

« Après avoir été soutenues pour la première fois par le FMF pour notre participation au 13e Forum de l'AWID en 2016, 5 ans après, nous jeunes adolescentes féministes avons pu expérimenter pour notre première fois l'expérience de si grands événements féministes (les deux forums) en ligne à l'ère du numérique et de la Covid-19, les souvenirs sont tellement gravés dans nos cœurs et serons fières de pouvoir raconter aux futures générations dans les prochaines 25 ans ».

La participation des Jeunes Féministes



Nous avons suivi tous les processus Beijing+25 bien avant le Forum Génération Egalité, en passant par le Forum de Mexico, vers le Forum de Paris :

Après avoir pris part active du 03 au 07 décembre 2019 à la Réunion préparatoire région Afrique à l'égard de Beijing+25 et la deuxième Conférence Mondiale des Femmes Autochtones dont le Rapport et notre déclaration (la Déclaration de Yaoundé des Femmes Autochtones d'Afrique sur la Réunion préparatoire région Afrique à l'égard de Beijing+25) peuvent être téléchargés ici : <http://indigenouswomen-africa.org/wp-content/uploads/2020/10/AIWO-CONFERENCE-Report-French.pdf> , nous avons rejoint les différents groupes de travail de la société civile, la campagne de plaidoyer (Nos Voix Comptent) et plus tard la campagne d'engagement (Campagne Je m'engage lancée par Xoese) et participé activement aux Forums Génération Egalité de Mexico et Paris.

Nous avons participé activement aux webinaires en lien avec les processus Beijing+25 et les Forums Génération Egalité et apporté nos contributions aux campagnes de plaidoyer et d'engagement. Nous avons conduit la Campagne Je m'engage de Xoese dans la province du Tanganyika à travers notre plateforme virtuelle 'Forum Génération Egalité' et en collaboration avec la coordination nationale de la Campagne Je m'engage conduite par la Coalition Beijing+25 RDC.

A cela nous avons mobilisé les acteurs à prendre des engagements à tous les niveaux en faveur de la Génération Egalité : une vingtaine d'organisations avaient pris part active aux processus, aux forums et webinaires grâce à notre appui financier et

technique en mettant à la disposition des organisations notre espace et connexion internet au bureau financés par la subvention du Fonds Mondial pour les Femmes, en mettant à la disposition et accueillant une vingtaine d'organisations féministes et des jeunes féministes dans une salle numérisée payée par la subvention avec des services connexes (restauration, rafraichissement, divertissement) durant les jours du Forum, en assistant techniquement les participantes présentes au Forum Live à Kalemie et à distance 9 organisations membres de la Coalition Beijing+25 à accéder à la salle du Forum.

Nous avons participé activement à la Campagne '#Egaliteonagit' et cité les différents hashtags de campagnes #Jemengage et #NosVoixComptent dans nos tweets et publications sur notre page facebook, sans oublier de citer le Fonds Mondial pour les Femmes à travers nos comptes (<https://twitter.com/sojfep> , <https://www.facebook.com/Sojfep-Filles-autochtones>);

Tout en accompagnant les autres dans la prise de leurs engagements (et parvenu au bout avec une organisation féministe qui a réussi à prendre ses engagements, GIRLS COMMUNITY), nous sommes parmi les 17 acteurs-trices de la RDC qui ont pris des engagements concrets en faveur du Plan d'accélération mondial pour l'égalité entre les femmes et les hommes avec un programme transversal phare 'Les DSSR C'est Ma Vie' :

- Former et renforcer les capacités de 150 Filles paires éducatrices en paquet ESC ;
- Autonomiser 600 adolescentes en risque de mariages forcés et unions précoces par l'ESC ;
- Engager 60 garçons modèles et 60 parents défenseurs dans les processus transformateurs du genre pour faire progresser les DSSR des adolescentes et jeunes et mettre fin aux mariages d'enfants et unions précoces dans les communautés autochtones pygmées du Tanganyika (RDC) ;
- Prendre en charge 300 survivantes mariages forcés et unions précoces ;
- Permettre à 600 femmes d'accéder à l'avortement médicamenteux au travers l'implication d'un large réseau de soutien communautaire (prestataires de soins à domicile et mobiles, pharmaciens, sages-femmes, paires éducatrices).
- Soutenir la participation des 50 adolescentes autochtones pygmées aux prises de décisions en lien avec les DSSR aux niveaux international, régional, national et local, tout en militant pour que les programmes et budgets provinciaux et locaux tiennent compte de besoins spécifiques des adolescentes en matière des DSSR.
- Vulgariser le nouveau Document de normes et directives aux soins complets d'avortement centrés sur la femme et la Circulaire en application de l'Article 14, alinéa 2)c du Protocole de Maputo auprès de corps médicaux et officiers de parquets civils et militaires en milieux périphériques du Tanganyika (RDC) d'ici 2022.
- Eduquer et sensibiliser 10.000 adolescentes et jeunes femmes via l'Application notre C'est Ma Vie (<https://play.google.com/store/apps/details?id=com.cestmavie>) et

la Ligne téléphonique et virtuelle 'Allô Da'MIMI : +243 810 150 651' de counseling sur leurs DSSR ;

- Mettre en place et animer les plateformes virtuelles d'alerte et dénonciation des violences et harcèlements sexuels subis dans la communauté et en ligne et soutenir sur le plan technique et psychosocial les survivantes et lanceur-se-s d'alerte.
- Former et Appuyer 20 filles et jeunes femmes couturières (autochtones pygmées, vivant avec handicap et travaillant dans les mines) en production et marketing social et commercial des serviettes hygiéniques lavables auprès de 120.000 adolescentes et jeunes femmes vulnérables du Tanganyika d'ici 2026

Ce que nous avons retenu de ce processus et du Forum Génération Egalité :

- Le lancement des plans de coalitions d'action ambitieux catalyseurs de l'égalité femmes-hommes : désormais, ces plans nous inspirent dans nos planifications et engagements féministes ;
- Un large réseau de soutien de champions et preneurs d'engagements en faveur du Plan ayant permis de mobiliser 40 milliards d'euros en faveur du Plan d'accélération mondial pour l'égalité entre les femmes et les hommes ;
- La forte mobilisation et engagement des mouvements et coalitions féministes, des Chefs d'Etats des pays à politiques féministes salutaires en plus de pays-hôte comme le Norvège, le Royaume de Pays-bas, le Luxembourg, la Suède et le Canada (qui nous ont particulièrement impressionné) pour la réussite du processus, du forum et du Plan
- La forte mobilisation des jeunes féministes et la promotion du Manifeste de Jeunes Féministes durant le processus Beijing+25 et les forums.
- La prise de conscience et la forte mobilisation du secteur privé nous a été tellement inspirante pour envisager des plaidoyers pour des partenariats public-privé pour l'égalité des sexes
- La prise de conscience de bailleurs de fonds sur les défis d'accès des organisations et mouvements féministes de la base à l'argent pour l'égalité femmes-hommes.



Nous avons beaucoup appris à travers certaines sessions, en plus de sessions de coalitions d'action :

- Le Coup d'envoi mondial de l'initiative conjointe Éducation Plus — Power Up ! —, qui responsabilise les adolescentes et les jeunes femmes d'Afrique subsaharienne ;
- Les technologies et l'innovation au service de l'égalité femmes-hommes :
- La mobilisation des activistes francophones grâce aux campagnes Nos Voix Comptent et Jemenegage de Xoesse : Xoesse a élevé le travail de notre campagne à travers sa session pré-forum à laquelle nous avons pris part active
- La Conférence de Kinshasa et la Post-Conférence de Kinshasa à Paris : les féministes africaines ont été présentes dans tous les processus
- Où est l'argent pour les filles : nous avons eu des liens web de bailleurs des jeunes et mouvements féministes. Nous avons pu partager le lien de notre ouvrage plaidant pour l'investissement précoce sur la jeune fille
- La voix de la jeunesse sur le changement climatique et les droits et la santé sexuels et reproductifs : Nous avons appris du lien entre le changement climatique et les DSSR et la nécessité urgente de prendre en compte les questions DSSR dans les mécanismes d'adaptation.

La pertinence de résultats du Forum pour notre organisation :

Les résultats du processus et Beijing+25 et du Forum Génération Égalité tels que démontrés ci-haut sont pertinents par rapport aux activités de notre organisation par leur Plan ambitieux d'accélération mondiale pour l'égalité entre les femmes et les hommes des Coalitions d'Actions, un Pacte sur les femmes, la paix, la sécurité et l'action humanitaire (FPS-AH) qui ce dernier permettra d'accélérer la mise en œuvre de la résolution 1325 du CSNU dans nos contextes de crise humanitaire, ainsi que la mobilisation de 40 milliards d'euros en faveur du Plan. Ce Plan aussi 'SMART' est un

outil inspirant pour nos travaux de planification et campagnes de plaidoyer et actions collectives de suivi des engagements.

Le résultat le plus significatif c'est l'Argent mobilisé en faveur du Plan en dépit de la crise économique causée par la Covid-19, car cela permettra d'accroître le pouvoir et la voix des femmes en vue de l'égalité femmes-hommes. Toutefois, une question nous est restée toujours pendante par rapport aux mécanismes de financement et de suivi pour que les mouvements et organisations féministes de la base aient dorénavant accès à cet argent suivant l'esprit du Manifeste des jeunes féministes.

V. CAMPAGNES ET EVENEMENTS EN MODE REPORTAGE

1. SOJFEP : Rapport de la campagne de seize jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et filles à Kalemie, Manono et Bukavu en 2021.

Au total 1 420 personnes ont été touchées directement par l'organisation féministe Solidarité des jeunes Filles pour l'éducation et l'intégration socioprofessionnelle dans les deux grandes Provinces dont le Tanganyika et le Sud-Kivu. Ce résultat, tributaire de plusieurs activités menées par SOJFEP en collaboration avec les Jeunes Féministes de Kalemie, Manono et Bukavu dans le cadre de la campagne de 16 Jours d'activisme lancée le 25 Novembre dernier avec comme thème à l'échelle mondiale : « Orangez le monde : mettre fin dès maintenant à la violence à l'égard des femmes.

A Kalemie notamment, plusieurs thèmes ont été abordés durant la Campagne de sensibilisation dans différents sites avec des cibles spécifiques dont :

- La Sensibilisation sur les violences obstétricales au centre de santé Kankomba au bénéfice des femmes enceintes ;
- Violences entre partenaires intimes au profit des Ados et jeunes en couple à la plage de l'hôtel Beau-vent ;
- Le Harcèlement sexuel dans les groupes des jeunes sur l'avenue centrale ;
- sensibilisation sur le Harcèlement sexuel à l'Institut Kaseke au profit des élèves ;
- Les violences basées sur le genre en situation de crise humanitaire, au Camp de déplacés de KALUNGA ; Sensibilisation sur le VIH au profit des femmes commerçantes évoluant au Marché Réfugiés ;
- Visite d'échange à la SOLIKA (poste de police) sur la procédure pénale des VSBG y compris le trafic et esclavage sexuel des enfants ;
- Sensibilisation sur les VSBG à l'avantage des Filles Handicapées et des sourds-muets; Sensibilisation à l'entrepreneuriat féminin et la lutte contre les VSBG, à l'intention des jeunes apprenantes des métiers au Centre Alpha Leo ;
- Visite d'échange avec les Magistrats et officiers judiciaires au Parquet de Kalemie ; Visite de compassion faite aux femmes prisonnières de Kalemie où un don de kits d'hygiène menstruelle a été fait ; Sensibilisation sur les VSBG en milieu des soins ;
- Sensibilisation sur les VSBG en milieu scolaire, à l'Institut MWENDO. Ainsi, pour la ville de Kalemie, 460 personnes ont été directement touchées dont 40 Hommes, 271 Filles, 76 Femmes et 75 garçons.



Kalémie : Marché Réfugiés

Par ailleurs, dans la cité de Manono et ses environs en province de Tanganyika, SOJFEP-MANONO a lancé officiellement la campagne de 16 jours d'activisme par une marche allant du bureau de la cité route Kabila-Kasangala en passant par Salongo pour chuter au bureau de SOJFEP avec les ados et les partenaires humanitaires (CNDH, CARITAS, INTERSOS et la FONDATION PANZI).

Là aussi biens de sujets ont été abordés parmi lesquels les mariages forcés des enfants ; le harcèlement sexuel ; le Viol et Violences basées sur le genre, Violences physiques ; Violences émotionnelles ; l'Hygiène menstruelle ; le VIH / SIDA.

Avec ces activités, 670 personnes ont été directement touchées dont 125 Femmes ; 317 Filles ; 144 garçons ; 84 Hommes. Ces travaux de sensibilisation se sont déroulés dans différents lieux comme aux Instituts Nsulo ; Lukweka 2 ; Kasongo ; Nsilwilo, au bureau Sojfep ; au marché ; aux Villages autochtones Kanteba et Kamala mais également dans les quartiers Lukushi, Nsuya, Luvua, Au Tribunal de Paix, à la PNC ; ainsi qu'à l'école primaire Kabwe.



SOJFEP MANONO

En outre, la Solidarité des jeunes Filles pour l'éducation et l'intégration socioprofessionnelle de Bukavu dans le Sud-Kivu, s'est lancée dans les mêmes activités de campagne des 16 jours d'activisme.

De là, le Harcèlement sexuel, le mariage forcé, les grossesses précoces et forcées, le VIH/SIDA, les Violences entre partenaires intimes ont fait l'objet des sujets traités durant les seize Jours d'activisme. Tout au long cette Campagne mise en œuvre dans les écoles et quartiers comme aux complexes scolaires REHEMA, ASHUZA, NAMUR, MATHIEU, au Marché BULAMBO, au camp BINAME, SOJFEP-BUKAVU, 285 personnes ont été touchées, parmi elles, 26 Hommes, 61 Femmes ; 34 Garçons et 164 Filles.



SOJFEP BUKAVU

Il importe de noter que durant cette campagne tout n'a pas été rose. Les jeunes féministes de Kalemie, Bukavu et Manono ont été butées à plusieurs obstacles, notamment, le refus d'être reçues dans certains ménages et écoles par les responsables voulant à tout pris bénéficier d'un t-shirt; l'insuffisance des matériels de sensibilisation; l'inaccessibilité de certains sites suite au mauvais état des routes; la reprise tardive des activités suite aux pluies; les coûts élevés de transport face à la hausse du prix de carburant, pour ne citer que cela.

En dépit tous ces casse-têtes, les jeunes féministes sont parvenues à des résultats escomptés tout en recommandant à la Solidarité des jeunes Filles pour l'éducation et l'intégration socioprofessionnelle de continuer à sensibiliser les filles et femmes au sujet des VSBG, à organiser des ateliers de formation pour les Ados, renforcer des séances avec les Ados au sujet de l'éducation sexuelle; prendre en charge les frais de scolarité pour les adolescentes vulnérables.



Kalemie : Complexe Mwendo

Enfin, la Campagne de seize jours d'activisme clôturée le 10 Décembre 2021, en marge de la journée internationale des Droits de l'homme, célébrée sous le thème « **Tous humains, tous égaux** », a permis aux jeunes féministes, non seulement de découvrir davantage leurs communautés en usant de leurs potentiels, mais aussi à plusieurs filles adolescentes à apprendre comment faire face aux mariages forcés et violences, et comment promouvoir les droits des filles et les valeurs féministes au sein de leurs familles et communautés afin de parvenir à un Monde sans violences basées sur le genre.

Ernest MWANAKASONGO

<https://monmedia.net/2021/12/13/sojsep-rapport-de-la-campagne-de-seize-jours-dactivisme-contre-les-violences-faites-aux-femmes-et-filles-a-kalemie-manono-et-bukavu-en-2021/>

2. Sud-Kivu: Le leadership féminin à la conquête de l'ESU

ISTM-BUKAVU
ANNE ACADEMIQUE 2020-2021

CANDIDATE

N°1

PORTE-PAROLE DES ETUDIANTS
"P.P"

VOTEZ TOUS
NEEMA M'LEBINGE DIVINE
L1 N&D

C'est le choix du moment pour
l'emergence de notre noble institution
"ISTM BUKAVU"

Les dernières élections de la Délégation Générale des étudiants de l'Institut Supérieur des Techniques Médicales à Bukavu viennent de révéler une jeune demoiselle très engagée, élue Porte-Parole de cet établissement de l'enseignement supérieur.

Toute jeune, âgée de 23 ans, la nommée NEEMA M'LEBINGE Divine prend désormais les commandes en tant que porte-parole des étudiants, de l'institution supérieure des techniques médicales évoluant dans la ville montagneuse de BUKAVU ce samedi 31 juillet 2021. Ce nouveau Leadership féminin qui s'installe à la tête des étudiants de l'ISTM BUKUVU, quarante ans après (40 ans) la gestion des hommes, coïncide avec la célébration de la journée mondiale de la femme africaine. Ceci est révélateur d'un nouveau challenge à d'autres postes de responsabilité que conquièrent les femmes dans différents secteurs de la vie pour un Monde égalitaire.

NEEMA M'LEBINGE Divine se dit engagée à prêcher non seulement à ses semblables mais également à l'humanité toute entière le sens de la méritocratie, de la détermination ainsi que de la confiance en soi; car son chemin d'ascension au poste de Porte-parole a été parsemé des messages de découragement, d'intimidation, de haine, de négligence mais pire encore discriminatoire du fait de son genre.

Étudiante de première Licence, Option Nutrition et Diététique, NEEMA Divine s'est armée de détermination, son principe : « *oser, pour se faire élever* ».



CAMPAGNE #JEMENGAGE



Partie des bases solides, moralement engagée dans son combat de leadership féminin, l'impact de la réussite de NEEMA DIVINE n'a pas laissé indifférentes les

associations œuvrant dans la promotion des droits des jeunes filles et des Femmes. A Kalemie, la Solidarité des jeunes filles pour L'éducation et l'intégration socioprofessionnelle (SOJFEP) en sigle, s'est investi dans la promotion des valeurs féminines en prenant M'LEBINGE pour une femme modèle à laquelle d'autres peuvent s'identifier.

D'où la promesse de présenter son portrait comme modèle de leadership féminin en milieux universitaires à l'occasion de la célébration de la 10e édition de la Journée Internationale de la Jeune Fille, prévue le 11 octobre prochain.

Ernest MWANA KASONGO

<https://monmedia.net/2021/08/03/sud-kivu-le-leadership-feminin-a-la-conquete-de-lesu/>

3. **Kalemie : Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes et filles.**



Lancée le 25 Novembre de chaque année, date consacrée à la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femme. La campagne des 16 Jours d'activisme contre la violence basée sur le genre est un événement international qui se déroule le 25 Novembre de chaque année et se poursuit jusqu'au 10 décembre, date dédiée à la Journée des droits humains.

Le thème mondial retenu de cette année pour la campagne des 16 Jours d'activisme contre la violence basée sur le genre du 25 novembre au 10 décembre 2021, est « Orangez le monde : mettre fin dès maintenant à la violence à l'égard des femmes.

A Kalemie par exemple, plusieurs organisations féministes œuvrant dans la promotion des droits de la femme et des filles ont organisé des activités en marge de ces 16 jours d'activisme. A l'occurrence, l'organisation Féministe Solidarité des jeunes Filles pour l'éducation et l'intégration socioprofessionnelle (SOJFEP,) et Les jeunes féministes du Tanganyika s'engagent contre les violences faites aux femmes et filles avec plusieurs activités dont. Sit-in au centre de de Santé Kaseke pour la prise en compte du CPN dans les services minima pendant la grève afin de se rendre compte des Violences obstétricales; des Sensibilisations aux camps de déplacés, dans les écoles, à la prison centrale de Kalemie, aux marchés; Présentation des pièces théâtre à la plage Safari Beach, Visite d'échange sur les procédures judiciaires de VSBG à la SOLIKA et aux différentes instances judiciaires, Visite d'investigation sur les VSBG en milieux Carcéraux, Réunion de clôture sur l'évaluation de la campagne. Rappelons que toutes

ces actions ont comme Cibles : Ados féministes, personnels médicaux ou Femmes enceintes, Ados et Jeunes en couple, Élèves, Femmes Déplacés, OPJ, Filles Handicapées, Jeunes Femmes apprenantes des métiers, Jeunes Choristes, Officiers Judiciaires, Femmes prisonnières, Infirmières ainsi que les Jeunes Féministes.



Lancée par des activistes du premier institut international pour le leadership des femmes (Women's Global Leadership Institute), cette journée continue d'être coordonnée chaque année par le Centre pour le leadership mondial des femmes (Center for Women's Global Leadership). Elle sert de cadre stratégique aux personnes et organisations du monde entier qui appellent à l'action pour prévenir et éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles.

Pour appuyer cette initiative de la société civile, la Campagne Tous Unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes d'ici à 2030 du Secrétaire général des Nations Unies (Campagne Tous Unis) appelle la communauté internationale à agir pour accroître la prise de conscience, renforcer les efforts de sensibilisation et partager les connaissances et les innovations.

Ernest MWANA KASONGO

<https://monmedia.net/2021/11/27/kalemie-journee-internationale-de-lutte-contre-les-violences-faites-aux-femmes-et-filles/>

4. **Tanganyika : SOJFEP plaide à l'accélération du processus d'intégration des SCACF en marge de la journée internationale de l'avortement sécurisé.**



C'est ce 30 Septembre 2021 dans la salle des Sœurs Rollens que la division Provinciale de la Santé sous l'appui technique et financier de l'ONGD Solidarité des jeunes filles pour l'éducation et l'intégration socioprofessionnelle a organisé un atelier de plaidoyer en marge de la célébration de la journée internationale dévolue à L'Avortement sécurisé célébrée chaque 28 septembre de l'année.

Cette forte mobilisation du ministère de la Santé et des partenaires tant nationaux qu'internationaux intervenant dans ledit secteur face à la commémoration de cette journée, est tributaire du tableau sombre que dresse la République Démocratique du Congo qui, se hisse en tête avec un taux les plus élevés de mortalité maternelle au monde avec ses 846 décès pour 100.000 naissances vivantes ; alors que le TANGANYIKA était également en tête l'année dernière.



Il importe de rappeler que selon l'enquête de MICS 2010, renseigne que 30% de décès maternels seraient attribués aux avortements non sécurisés. Tant dis que dans le TANGANYIKA, les grossesses non désirées seraient aussi les conséquences du faible taux de prévenance contraceptive (2% contre 18%), mis à part des taux plus élevés de fécondité et de mariages précoces, où 4 sur 10 filles deviennent mères avant 20 ans , et 6 sur 10 filles sont mariées avant 18 Ans.

Cette célébration que la RDC s'approprie fait suite à son adhésion le 12 juin 2006, publié le 14 Mars 2018 sur le journal officiel la Charte Africaine des Droits de l'homme et des peuples relatives aux droits de la Femme en Afrique, dit « »Protocole de Maputo » » et les observations générales N°2 sur l'article 14 de ce protocole. Dans lequel, conformément aux dispositions des articles 153 alinéa 4 et 215 de la Constitution de la RDC, les traités et accords internationaux priment sur celles des articles 165,166,178 du code pénal congolais.

Par ailleurs, il est reconnu à la Femme des pays africains qui ont ratifié ce traité, le droit d'avorter de manière sécurisée si et seulement si la grossesse provient d'un viol, d'une agression sexuelle, de l'inceste, détériore la santé mentale et physique, vie de la mère où du fœtus.

C'est ainsi donc, à l'occasion de la journée internationale de l'avortement sécurisé la **Solidarité des jeunes filles pour L'éducation et l'intégration socioprofessionnelle** a lancé un plaidoyer à son Excellence madame la Ministre Provinciale de la Santé, avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers, d'accélérer avec le processus d'intégration des soins complets d'avortement centrés sur la femme (SCACF) dans le système de santé du Tanganyika. Face à ce plaidoyer, Dr André BITINGO KANTALINGI, Directeur du Programme National de la Santé de la Reproduction au Tanganyika et représentant du Chef de Division de la santé dans ledit atelier, a rappelé à tous les partenaires nationaux et internationaux qui interviennent au TANGANYIKA de s'y investir de la problématique

pour renverser cette tendance négative qui enfonce la province dans l'enregistrement des morts liés aux avortements non sécurisés et grossesses non désirées.



Ont pris part à cet atelier de plaidoyer, les autorités sanitaires, celles judiciaires, les représentants des corps professionnels de la santé, les partenaires techniques et financiers du ministère de la santé ainsi que les organisations partenaires de Girls First Fund engagées dans la lutte contre les mariages d'enfants et unions précoces au Tanganyika.

Ernest MWANA KASONGO.

<https://monmedia.net/2021/09/30/tanganyika-sojefep-plaide-a-lacceleration-du-processus-dintegration-des-scacf-en-marge-de-la-journee-internationale-de-lavortement-securise/>

5. Kalemie : JM des droits de la jeune fille: SOJFEP sensibilise les jeunes filles sur leurs droits.



Célébrée sous le thème international : **GÉNÉRATION NUMÉRIQUE-NOTRE GÉNÉRATION**, « Internet sécurisé pour toutes et tous : Stop Violence et Harcèlement en ligne » est le sous-thème choisi par cette organisation féministe dans un contexte où six pour cent (6%) des filles détiennent des téléphones alors que 4% sont privés d'accès à l'usage du téléphone, sous prétexte de n'avoir pas atteint l'âge de la majorité, d'être encore aux humanités pour certaines, et d'autres parce qu'elles ne sont pas mariées, mais également faute de moyens financiers pour s'en procurer. Cet état de chose, prouve à suffisance tout, le taux faible de couverture numérique dans cette partie de la province.

Par ailleurs, il s'observe aussi la méconnaissance de la journée internationale des droits de la jeune fille, ou deux sur dix filles connaissent. Ceci ressort du sondage de micro baladeur que nous avons fait dans la Ville lors de cette journée.



À cette occasion, Solidarité des Jeunes Filles pour L'éducation et l'intégration Socioprofessionnelle, SOJFEP en sigle a organisé une Campagne de sensibilisation axée sur les droits de jeunes filles face à l'usage du numérique pour promouvoir les droits des filles et l'égalité femmes-hommes. Lancée au Complexe scolaire Le Courage à Kalemie, se poursuivra dans d'autres villes et agglomérations au pays dont Bukavu, Manono et à Kaboke II en territoire de Fizi, berceau de cette organisation.

Simple coïncidence Son dixième anniversaire coïncide avec le dixième anniversaire de la Journée internationale de la fille, qu'à cette occasion un Festival dénommé POUVOIR AUX FILLES – MISS FÉMINISTE FRANCOPHONE 2021 a été lancé pour la ville de KALEMIE en collaboration avec le Club RFI Kalemie et le Réseau Filles, pas Épouses, Partenariat mondial pour la fin du mariage d'enfants. Cette activité promotionnelle, culturelle et surtout ludique poursuit comme objectif primordial d'identifier les filles de moins de 25 ans leaders dans plusieurs secteurs et reconnaître leurs engagements et accomplissements dans la promotion des droits, protection, autonomisation et développement des filles et des jeunes femmes.



Rappelons que SOJFEP avec ses stratégies tournées vers l'autonomisation de la Femme, le leadership féminin ainsi que l'activisme féministe couplé à son programme de droits à La Santé sexuelle et reproductive a outillé plusieurs Filles en capacitation sur la prise de parole dans les sphères décisionnelles aux différentes instances, à opérer des choix responsables vis à vis de leur Corps mais également à l'éveil du leadership féminin, car bon nombre d'entre elles, pilotent des mouvements associatifs.

En outre, pour lier l'utile à l'agréable, le festival Miss Féministe Francophone de Kalemie organisé par SOJFEP en marge de la campagne Pouvoir aux filles, du Réseau Filles pas épouse, sera animé par le club RFI de Kalemie aux côtés d'un jury conséquent pour reconnaître leurs engagements et accomplissements pour la promotion des fonds de droits de la fille et jeunes Femmes.



Par et à travers son dixième anniversaire, la solidarité des jeunes filles pour L'éducation et l'intégration socioprofessionnelle tient à remercier tous ses partenaires techniques et financiers qui l'ont soutenu depuis 2015, respectivement Le Fonds Mondial pour les Femmes, Le Fonds des Jeunes Féministes, Le Fonds des Femmes Autochtones, AmplifyChange, Girls First Fund, Le Fonds NewLife de la Fondation Roi Baudouin et Grands Défis Canada, le Club RFI / Kalemie et bien d'autres.

Ernest MWANA KASONGO

<https://monmedia.net/2021/10/12/kalemie-jm-des-droits-de-la-jeune-fille-sojfep-sensibilise-les-jeunes-filles-sur-leurs-droits/>

7. SOJFEP : OUVERTURE DU FESTIVAL POUVOIR AUX FILLES MISS FRANCOPHONE KALEMIE 2021.



Le rideau vient de tomber à Kalemie pour l'ouverture du Festival Pouvoir aux filles, Miss francophone Kalemie 2021. Tant attendu par les filles engagées dans divers domaines touchant les réalités des jeunes filles, 25 candidates ont exposé et présenté chacune les fruits de son engagement dans la promotion et défense de droits des filles devant un jury conséquent. Organisé par le club RFI Kalemie en partenariat avec l'organisation Féministe Solidarité des jeunes filles pour L'éducation et l'intégration socioprofessionnelle, ce festival se veut bénéfique pour bien des candidates qui souhaitent mieux voir SOJFEP revenir chaque fois avec ce genre d'événement aux profits des filles.

Alors que pour d'autres, cette activité est au delà du festival, car leur a facilité de faire des plaidoyers dans différents domaines, dont ceux du Droit à la Santé Sexuelle et Reproductive des ados et jeunes ; Éducation pour toutes et tous ; Leadership et participation des Filles aux prises de décisions ; Art, culture Médias, Innovation et Nouvelles Technologies ; Entrepreneuriat Féminin et autonomisation économique des Filles.

Quant au Directeur du Club RFI Kalemie, Jacques FURAISHA se dit honoré par cette activité de portée internationale, car elle s'inscrit dans la logique de la journée internationale dédiée à la Fille. Activité qui a permis de faire revivre et vivifier les oratoires et surtout nostalgiques enfouis dans plusieurs Filles de la ville de Kalemie face à la promotion et défense des Droits des filles et jeunes Femmes.

Rappelons que c'est le Centre Alpha, qui a servi de cadre pour la tenue de ce Grand festival Pouvoir aux filles. Les différents prix seront remis incessamment aux lauréats, une fois le jury publiait le résultat définitif des vingt cinq candidates qui ont concouru. Signalons jusque-là que les activités se poursuivent au Club RFI Kalemie en parfaite collaboration avec l'organisation Féministe Solidarité des jeunes filles pour L'éducation et l'intégration socioprofessionnelle SOJFEP.

Ernest MWANA KASONGO

<https://monmedia.net/2021/10/30/sojsep-ouverture-du-festival-pouvoir-aux-filles-miss-francophone-kalemie-2021/>

8. Concours féministe francophone Kalemie 2021: SOJFEP-RDC vient de primer cinq filles lauréates



Elles sont au total Cinq Lauréates qui ont remporté les trophées du concours féministe francophone organisé le 28 octobre 2021 par le club RFI Kalemie en partenariat avec l'organisation féministe Solidarité des jeunes filles pour L'éducation et l'intégration socioprofessionnelle. parmi elles, Fortunat Kanam Kapend, Miss féministe francophone du Concours féministe francophone Kalemie 2021 a donné le mobile de son engagement.



« Je suis contente, »
SOCIETY, NATIONAL & ACTIVITIES 2021 Page 01 | 07

satisfaite de ce prix, c'est depuis mon enfance que je suis animée de promouvoir les droits des enfants, les aider, mais également les jeunes filles. Mon engagement pour l'heure, c'est aller instruire les enfants et les filles sur leurs droits à l'éducation. et aussi appeler les décideurs politiques et les parents à respecter les droits des enfants ».



« Je suis hyper contente en

ce jour, car ça n'a pas été facile. Grâce à ce prix qui m'est décerné par le Club RFI en partenariat avec SOJFEP-RDC, raffermi le pouvoir en moi d'appeler les femmes à se battre pour leur épanouissement dans le Monde d'aujourd'hui, où tout est compétitif. Car même dans le foyer, l'apport de la femme est aussi attendu ».

De son côté Maloko Mayanga Tanya primé en Entrepreneuriat féminin, lance un message à toutes les filles à entreprendre leurs propres activités.



quand on gagne un prix, on a de la chaire de poule, au fait, je lance un appel pathétique à toutes les filles de toujours songer à l'entrepreneuriat pour espérer une autonomie financière. Quant à SOJFEP, ne puisse s'arrêter à ce festival, qu'elle continue avec ce genre d'activités pour simuler plus les filles ».

Awa Mahamudu Zaina quant à elle, sacrée Lauréate en Droits et Santé sexuelle et reproductive, appelle sojfep à les accompagner avec des mentors dans la réalisation de leurs engagements.



« Je tiens à remercier

SOJFEP pour son engagement, je rends hommage à toutes les filles qui ont pris part à ce concours, malgré leurs échecs, qu'elles sachent que ce n'est pas la fin du monde, mais l'important c'est qu'elles ont osé, et c'est ce que nous voulons. Mais notre demande à SOJFEP est de nous donner des mentors qui doivent nous coacher dans la poursuite de nos engagements ».

Neema Cirhuza Aimérance, Lauréate Médias pour les droits de femmes et l'égalité des sexe, promet de promouvoir les droits des filles via les médias.



« Ce trophée me donne le

courage de continuer avec mon combat de promouvoir les droits des filles via les médias et les nouvelles technologies de l'information et communication (NTIC). Suis ravie de ce concours féministe francophone du Club RFI-Kalemie avec Solidarité des jeunes Filles pour l'éducation et l'intégration socioprofessionnelle (SOJFEP), car ça crée de l'émulation dans le chef des filles, que nous sommes ».

Représentant le Ministre provincial de la jeunesse, LWAMBA WA LWAMBA Hugues a félicité sojfef et le Club RFI Kalemie, pour la tenue de ce concours féministe francophone.



« Je tiens à féliciter toutes les filles qui ont pris part à ce concours féministe francophone. mes remerciements s'adressent également au partenaire SOJFEP et le Club RFI-KALEMIE pour la tenue de cette activité. Nous promettons tout notre soutien. J'encourage enfin les autres partenaires, ONG, ASBL, à suivre cet exemple ».

Lancé depuis le 11 octobre 2021 en marge de la journée internationale de la fille, le concours féministe francophone a été clôturé le vendredi 12 novembre 2021 à Kalemie Où la campagne pouvoir aux filles a été lancée à cette même occasion par le représentant du Maire de la ville de Kalemie, Norbert Kabulo.

Ernest MWANAKASONGO

<https://monmedia.net/2021/11/24/concours-feministe-francophone-kalemie-2021-sojfep-rdc-vient-de-primer-cinq-filles-laureates/>

9. Rapport de SOJFEP/RDC dans le Sud-Kivu et Tanganyika entre 2015-2020.



Créée depuis le 15 Octobre 2011, l'organisation Féministe Solidarité des jeunes filles pour L'éducation et l'intégration socioprofessionnelle, SOJFEP (<https://sojfep.org/>), réalise en ce 11 Octobre 2021, 10 ans d'existence.

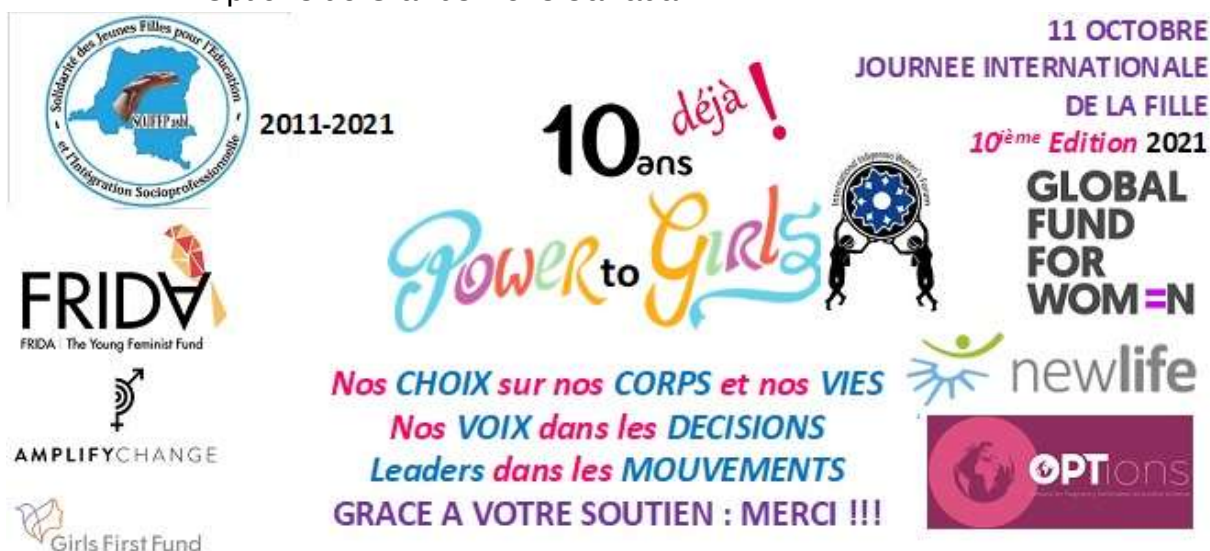
L'année 2015 marque un nouveau départ pour cette organisation des jeunes féministes, avec des projets de grande envergure et à Impact visible dans les deux Provinces dont le TANGANYIKA et le Sud-Kivu en République démocratique du Congo grâce à une subvention de démarrage du Fonds Mondial pour les Femmes; des projets développés, dirigés et gérés en toute indépendance par, avec et pour les adolescentes, filles, et jeunes femmes de moins de 30 ans. ([Twitter.com/sojfep](https://twitter.com/sojfep)).



À ce jour, neuf grands projets ont été implémentés tout au long de ces cinq dernières années, notamment :

- Campagne Stop violence à l'égard des filles à l'école et en famille, préservons l'éducation de la jeune fille; Pour que je rentre à l'école après COVID-19; Programme stratégique du leadership des adolescentes, tous les trois appuyés par le Fonds Mondial pour les Femmes entre 2015 et 2020; Le projet Ados Féministes, Stop violence et mariage d'enfants au Club et en ligne, appuyé par FRIDA depuis 2017; Celui de Plaidoyer pour la participation paritaire des peuples autochtones à la gestion et contrôle de leurs ressources et la reconnaissance juridique de leurs droits, appuyé par le Fonds des Femmes Autochtones entre 2018 et 2019; le Projet d'appui aux mécanismes communautaires de Prévention et Réduction des mariages d'enfants et Unions précoces à Manono, réalisé grâce à l'appui de Girls First Fund depuis 2019; Pouvoir, Espace et Voix des Adolescentes autochtones de Lukwangulo pour l'accès aux services de Santé sexuelle et reproductive, appuyé par AmplifyChange entre 2020 et 2021; celui de Vie-Sauve aux Adolescentes autochtones pygmées victimes d'unions précoces et mariages forcés à Manono appuyé par le Fonds Newlife de la Fondation

Roi Beaudouin, sans compter un Projet anonyme financé par l'Initiative Options de Grands Défis Canada.



Par ses interventions avec l'appui de ces fonds féministes :

- environ 3418 Adolescentes et jeunes Filles ont été autonomisées sur leurs droits sexuels, l'auto défense et la résilience face aux violences, et pratiques nuisibles, y compris en contexte de crise comme la Covid-19, grâce à l'engagement d'environ 171 Adolescentes féministes dans l'éducation de leurs paires;
- Environ 92 Adolescentes féministes ont joué un rôle actif dans les campagnes de plaidoyer pour les Droits à la santé sexuelle et reproductive des adolescents et jeunes;
- Ces campagnes de plaidoyer ont mobilisé et obtenu le soutien d'environ 194 Décideurs politiques et leaders communautaires; En outre, en réponse aux besoins des survivantes de violences basées sur le genre,
- 532 Adolescentes et jeunes Femmes survivantes des mariages forcés ont bénéficié des services de santé sexuelle et reproductive;



- 138 d'entre elles ont été récupérées et réintégrées en milieu scolaire, tandis que 182 vivant en union ou retournées, ont réintégré la vie socioprofessionnelle grâce aux formations en métiers. (<http://Facebook.com/sojfep-filles-autochtones>) Signalons que pour faire évoluer les normes sociales et de genre, plus de 592 garçons et parents défenseurs ont rejoint une vingtaine de clubs de parents défenseurs et garçons modèles engagés dans l'éducation de leurs pairs pour les droits de la jeune fille, l'égalité des sexes et la masculinité positive.



Au total, dans une approche centrée sur les filles, environ 5329 adolescentes, filles et jeunes femmes ont été directement et positivement impactées par les programmes de SOJFEP depuis 2015.



À ses engagements programmatiques s'ajoute son engagement dans les mouvements féministes :

En effet, grâce à l'appui de fonds féministes, cette jeune organisation des jeunes féministes autochtones s'efforce à imposer sa présence dans les espaces féministes globaux et régionaux et élever ainsi les voix des jeunes filles autochtones, tout en participant activement aux déclarations féministes et politiques globales et régionales : SOJFEP avait pris part active notamment:

- Au 13e Forum International de l'Association pour les Droits des Femmes dans le Développement – AWID en 2016 au Brésil;
- Aux deux Convocations régionales des femmes autochtones à Nairobi et Yaoundé organisées par le Forum International des Femmes Autochtones. (Sojfepdrc@gmail.com)

Malgré les défis autour de l'ère numérique et de la pandémie de la Covid-19 dans son pays, elle n'a pas manqué aux grands rendez-vous féministes virtuels de sa génération, dont les Forums Génération Égalité de Mexico et de Paris où elle a courageusement pris des engagements autour d'un Programme ambitieux 'Les DSSR C'est Ma Vie, sans oublier la Conférence régionale des jeunes féministes de la communauté FRIDA et la Conférence Internationale des Femmes Autochtones convoquée par le Forum International des Femmes Autochtones.

En outre, SOJFEP répond et participe énergiquement aux Appels à l'action et Campagnes féministes mondiales dédiées aux droits de la femme et à l'égalité des

sexes, notamment en marge de la Journée Internationale de la Fille, Journée de l'Hygiène Menstruelle, la Campagne mondiale pour l'accès à l'avortement sécurisé et légal, pour ne citer que cela.



Cependant, cette jeune organisation féministe est confrontée aux défis complexes et compte encore sur les soutiens tant technique, financier que matériel répondant à ses valeurs féministes afin de pouvoir booster davantage vers son rêve d'un monde où les filles et jeunes femmes autochtones ont réellement le Pouvoir de disposer de leur corps, le contrôler et en décider librement, d'élever leurs voix aux tables des décisions et d'accéder équitablement aux services, ressources et opportunités, tout en étant susceptibles de faire face à la violence, à la discrimination, aux pratiques nuisibles et aux effets néfastes du changement climatique. (Tél au +243 81 88 22 086).

Ernest MWANA KASONGO

<https://monmedia.net/2021/11/17/rapport-de-sojfep-rdc-dans-le-sud-kivu-et-tanganyika-entre-2015-2020/>

VI. NOS DEFIS MAJEURS

- L'insuffisance de ressources éducatives en français appropriées et adaptées au contexte révolutionnaire actuel des adolescents et jeunes
- L'absence d'espaces sécurisés pour les rencontres des filles
- Les contraintes éthiques, normatives et déontologiques aux programmes d'ESC et d'accès aux services et produits SSR pour les enfants et femmes non accompagnés
- Les restrictions politiques et légales à l'ESC et accès universel à la SSR, l'absence des lignes directrices claires et progressistes n'a fait que renforcer les attitudes négatives des prestataires des services
- Difficultés techniques pour le suivi-évaluation-apprentissage des programmes
- Défis logistiques : transport de l'aide et des volontaires ; équipements informatiques ; matériels et équipements médicaux, y compris les produits SSR
- Des longues durées d'évaluation des projets, des retards des virements de fonds et de révisions des rapports retardent la mise en œuvre des programmes
- La stigmatisation, tant en milieu social qu'en milieu des soins, des questions de DSSR n'encourage pas la fréquentation des centres de soutien pour adolescentes et groupes marginalisés
- L'instabilité des ressources humaines marquée par la fuite des cerveaux à la recherche des emplois mieux rémunérés à cause des restrictions asphyxiantes exigées par les bailleurs de fonds aux charges du personnel et au fonctionnement
- Faible capacité de mobilisation des ressources locales, forte dépendance aux ressources externes
- L'insuffisance des capacités institutionnelles
- Des lourdes charges domestiques accordées aux filles ne leur permettent pas de participer aisément aux activités de clubs éducatifs ainsi qu'aux travaux scolaires domestiques
- La privation délibérée aux filles de prendre part aux activités d'éveil prévues et/ou encouragées par les programmes scolaires par certains chefs d'établissements
- La rigidité des règlements scolaires face au droit à la communication (notamment pour ce qui du port et de l'usage du téléphone portable à l'école)
- Le faible accès des adolescentes et groupes marginalisés à l'internet et aux outils mobiles de communication virtuelle
- Le faible niveau d'instruction des groupes marginalisés (travailleuses du sexe, femmes vivant avec le VIH, femmes autochtones)
- Les attaques et menaces physiques, psychologiques et virtuels récurrents à l'encontre des DDH
- L'incapacité à répondre aux besoins nouveaux (non accès aux fonds d'urgence) dus aux variations contextuelles récurrentes liées aux mouvements des populations et catastrophes naturelles

- La non ratification des instruments juridiques protégeant les DSSR et les droits des minorités, y compris les minorités sexuelles et les peuples autochtones et l'absence de ces groupes dans les sphères de prises de décision
- Les attitudes dominantes de certains groupes ethniques et les conflits intercommunautaires récurrents n'ont pas facilité l'intégration et l'appropriation communautaire des programmes
- Les pesanteurs des normes sociales négatives et le tabou sur la sexualité
- Le faible accès des adolescentes, jeunes filles et groupes marginalisés aux espaces politiques stratégiques et de réseautage féministe.

VII. CE QUE NOUS AVONS APPRIS

- L'organisation des séances d'éducation par les pairs devrait tenir compte de diversités de sexe, d'âge, d'orientation et maturité sexuelle pour encourager tous les jeunes à faire entendre leurs voix sans moindre jugement au risque d'étouffer la participation active de groupes marginalisés. En effet, en séances hétérogènes, au début du programme, les garçons ont eu plus à s'exprimer que les filles, et toute fille qui tentait de partager son expérience sexuelle se voyait victime du jugement de garçons ; les filles moins âgées qui tentaient de partager leurs expériences ou poser une préoccupation se voyaient objet de jugement de filles âgées ; les jeunes transgenres ne pouvaient pas partager leurs propres préoccupations. Il revient à l'animatrice d'avoir des grandes compétences psychosociales et communicationnelles irréprochables pour la gestion des groupes avant d'envisager des causeries individualisées au bout d'un processus réfléchi d'identification et segmentation des cibles.
- Les salles de classe n'avaient pas offert de cadre sécurisé de débats ouverts entre pairs sur la sexualité et les droits, les séances réussies ont été celles organisées en extra-scolaire. Plus les jeunes se sentent comme surveillés par leurs enseignants à travers les fenêtres sous prétexte de les inviter à attirer plus d'attention aux séances, moins ils s'expriment. Des espaces plus sécurisés d'éducation sexuelle et de débats pour les jeunes leur devraient être mis à disposition.
- La sensibilisation ciblée envers les garçons avait permis d'identifier des garçons modèles pour la promotion de l'égalité des sexes qui s'étaient engagés à sensibiliser leurs pairs à l'égalité des sexes. Ces garçons s'étaient engagés aux côtés des filles pour remettre en cause les normes sociales négatives étouffant les DSSR des filles.
- Bien que les mariages d'enfants affectent de façon plus disproportionnée les filles que les garçons, ces derniers sont toujours concernés tant comme enfants victimes qu'acteurs incontournables du changement social et de comportement.
- Les programmes d'ESC devraient aller au-delà de l'âge et de la classe, ils devraient en plus et surtout tenir compte des expériences sexuelles des jeunes, de la problématique des violences sexuelles et des effets de crise humanitaire, notamment le retard scolaire des filles. Ces programmes devraient être adressés le plus tôt aux jeunes avant leur puberté et se poursuivre tout au long de leur croissance. Les éducateurs et animateurs des séances devraient offrir plus d'espace d'écoute et d'expression libre aux jeunes que de se contenter des cours magistraux. En effet, le curriculum et l'approche méthodologique du cours d'Education à la vie (EV) tel que dispensés au niveau du dernier cycle

primaire et durant tout le cycle secondaire dans les écoles n'a pas encore tenu compte de ces enjeux ; donc, il y a lieu de considérer qu'il sera loin d'atteindre sa mission si des révisions nécessaires n'y sont pas faites. Ni le cours d'EV, ni le cours d'Education civique morale (ECM) n'a pas encore intégré les droits humains des enfants en matière de sexualité et de procréation pour espérer qu'ils suscitent les jeunes à revendiquer et défendre ces droits, notant tout de même que le cours d'ECM a tenté d'intégrer quelques prescrits juridiques relatifs aux droits de la femme et de l'enfant.

- Nous ne devons pas faire une lutte unique seule, plutôt une lutte commune : la pratique de mariages des enfants se voudrait une lutte multisectorielle car les causes sont multifactorielles et les conséquences multisectorielles ; d'où, nous devons toujours encourager et élargir des partenariats avec d'autres alliés non traditionnels, tous les secteurs et mouvements sociaux pour en finir.
- Tant que le tabou sur la sexualité n'est pas encore vaincu, l'éducation sexuelle mixte filles-garçons ne peut pas se révéler efficace et l'on sera toujours loin de l'idéal des filles autonomes et confiantes en elles-mêmes pour vaincre les pressions des pairs. Agir sur le tabou autour de la sexualité auprès des jeunes filles a permis à ces dernières de renforcer leur confiance et estime en soi ainsi que leurs capacités de négociation et de communication dans leurs relations avec leurs parents et les garçons.
- Quand une adolescente tombe enceinte, elle se culpabilise, un sentiment qui l'enfoncé dans l'autostigmatisation et l'expose à la stigmatisation sociale ; plus d'adolescentes enceintes interrogées se tenaient pour responsables de leurs grossesses : La fille constitue elle-même le premier défi à relever quant à la reconnaissance de ses droits en matière de sexualité et de procréation. Pourtant, les analyses de cas de certaines adolescentes enceintes et mariées ont abouti à découvrir l'influence des normes sociales et pressions tacites agissant sur les comportements sexuels des enfants et adolescents dont seuls les adultes capables de discernement devraient être tenus pour responsables de conséquences qui en découlent sur le plan de SSRAJ. Seule la communication sociale remettant en cause les normes sociales et pressions expresses ou tacites influençant les comportements sexuels des jeunes permettrait aux communautés de prendre conscience des dangers qui guettent la jeunesse.
- L'éducation sexuelle moraliste (basée uniquement sur la promotion des valeurs morales et spirituelles, notamment la chasteté et la virginité) s'est révélée inefficace pour les jeunes filles sexuellement actives.

- Les élèves, enseignants et éducateurs religieux et coutumiers ayant participé aux analyses et observations des programmes d'éducation des jeunes en différents milieux éducatifs ont découvert que les programmes d'éducation sexuelle en milieu scolaire, religieux et familial ne sont orientés que sur l'anatomie et la physiologie génitales ainsi que l'éducation morale à la vie conjugale ; ces programmes ratent l'essentiel : comment permettre aux adolescentes et jeunes de faire face aux pressions sociales et normes sociales influençant les comportements et la santé sexuelle des jeunes et affectant ainsi leurs droits en matière de sexualité et de procréation. Ces programmes nécessitent donc des réformes.
- La sensibilité et le controverse des DSSR des enfants chez les parents et dans la communauté : au début, les parents, se considérant ayant le pouvoir et le dernier mot sur leurs enfants, ne voulaient pas entendre parler de droits sexuels et reproductifs des enfants, surtout des filles, notamment pour ce qui est du mariage. Ce n'est que quand les organisations ont abordé les normes sociales influençant les mariages des enfants et les avantages que procurent le retard raisonnable du mariage pour les jeunes notamment pour l'éducation, la santé des jeunes et des femmes, le développement local, que ces derniers ont pris conscience et se sont engagés à décourager ces pratiques.
- Les services de protection de l'enfant ayant failli à leur mission de se rassurer qu'aucun enfant ne soit marié avant l'âge de 18 ans, les enfants abandonnent l'école pour rejoindre la vie conjugale au vu et au su de tout le monde sans dénonciation, les organisations estiment que dans ce contexte il revient d'agir beaucoup sur la prise de conscience individuelle et collective (des parents et des leaders communautaires) d'autant plus que cette pratique s'enracine sur normes sociales.
- Au lieu d'attendre éternellement des Lois sur la santé de la reproduction ou la dépénalisation partielle de l'avortement dans le cadre de la mise en œuvre du Protocole de Maputo, il revient d'agir pour susciter la prise de conscience des prestataires des services au regard de la forte demande des services SSR, en s'appuyant sur la PNSA et d'autres instruments juridiques internationaux et régionaux ratifiés par la RDC, et les engager dans le plaidoyer pour l'obtention et la vulgarisation des directives claires et progressistes à l'intention des professionnels de santé, tout en envisageant avec eux de manière anticipée, les moyens de réductions de risque en vue de 'sauver la vie' des filles et femmes en danger.
- De l'éducation par les paires au mentorat pour l'acquisition de nouveaux comportements : l'éducation par les pairs, seule, ne suffit pas pour produire des nouveaux modèles dans la société ; les adolescentes avaient été capables de surmonter leurs difficultés quant à la gestion sensuelle grâce aux séances de

discussions et partages d'expériences avec leurs mentors, qui ont joué de rôles-modèles dans ce processus.

- Les émissions radio interactives animées par les jeunes bien connus et populaires dans la communauté ont permis à ces dernières de pouvoir continuer à avoir des feedbacks dans la communauté après l'émission.
- Le caractère anonyme des émissions radiophoniques et le paramétrage de la fluctuation sonore du téléphone récepteur de l'antenne a permis aux auditeurs d'appeler et interagir en toute sécurité avec l'animatrice et d'autres auditeurs pour des questions aussi taboues de sexualité.
- Pour des questions de Sexualité et SSR, les jeunes se sont exprimées librement et honnêtement en dehors de milieux éducatifs traditionnels ; lors de rendez-vous individuels qu'en groupe ; en groupes homogènes qu'en masse. Une campagne de masse n'est à envisager au début du programme, et cela que pour identifier les pairs éducatrices et mentors ; elle sera suivie d'une sensibilisation de proximité auprès de groupes sociaux homogènes après la segmentation des cibles et chuter vers une approche plus personnalisée quand il s'agit de susciter la prise de conscience individuelle des DSSR et l'adoption de nouveaux comportements en matière de SSR.
- Un projet de réinsertion socioéconomique des femmes vivant avec le VIH devrait prendre en compte les autres catégories vulnérables et/ou affectées par le SIDA en vue de réduire leur stigmatisation.
- Mettre les adolescentes au centre de l'action du plaidoyer a permis de promouvoir leur leadership, obtenir des réponses à leurs besoins tels qu'exprimés par elles-mêmes de la part de décideurs et une appropriation de l'action par les bénéficiaires.
- Bien que les organisations prônent une approche d'intervention centrée sur les filles, le mariage d'enfants étant une pratique très ancrée dans les normes sociales et cultures traditionnelles, elles s'étaient heurtées aux pressions sociales exercées sur les adolescentes qui ne veulent pas s'y soumettre. Pour ces organisations, il est donc important d'envisager également des activités de changement social et de comportement orientées vers les garçons, les parents des filles, leurs entourages et d'autres membres des communautés en vue d'améliorer la compréhension positive des questions et programmes adressés aux adolescentes et jeunes au sein de la communauté.
- Le travail en réseau renforce la solidarité féministe.

VIII. NOS BESOINS

- En plus du soutien financier, nous connecter avec d'autres fonds, surtout les mécanismes de financement du Plan d'accélération mondial de l'égalité entre les femmes et les hommes dont nous restons sous informés bien que preneurs d'engagement, les informations restent entre les mains des leaders de coalitions d'action ;
- Les opportunités de réseautage et d'apprentissage ;
- Les bourses de formation et de recherche ou appuyer ces formations pour nos renforcements des capacités ;
- Flexibilité de financement des acteurs locaux que nous sommes ;
- Les fonds d'urgence et de résilience face aux crises, y compris Covid-19.